L'ÂGE DU BOIS : LES FORÊTS FRANÇAISES PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

CHRIS PEARSON

NDLR : Cet article est repris avec la permission d'Environmental History, volume 11, n° 4, octobre 2006, pp. 775-803, publié par l'American Society for Environmental History et la Forest History Society, Durham, Caroline du Nord (États-Unis).

La rédaction n'a pas cru bon de réduire le grand nombre de notes de cet article écrit par M. Pearson, historien anglais et a fait le choix de les faire traduire dans leur intégralité.

Dans la nouvelle de Jean Giono, *L'homme qui plantait des arbres*, le narrateur se promène dans « une désolation sans exemple », « dans cette très vieille région des Alpes qui pénètre en Provence ». C'est dans cette région aride et peu peuplée qu'il rencontre Elzéard Bouffier, un berger tranquille, qui a entrepris de façon désintéressée de planter des milliers de chênes et de hêtres afin de préserver la région de la mort « par manque d'arbres ». Au bout de cinq ans passés dans l'armée et « avec le grand désir de respirer un peu d'air pur », notre voyageur revient et trouve que, pendant qu'il était au combat à Verdun, le bon berger avait semé une pépinière de hêtres « de toute beauté ». Lorsque la guerre éclate à nouveau en 1939, l'éloignement des arbres plantés par le berger leur épargne d'être transformés en bois de chauffage et la guerre passera inaperçue par Bouffier qui « n'avait rien vu... continuant paisiblement sa besogne, ignorant la guerre de 39 comme il avait ignoré la guerre de 14⁽¹⁾ ».

Dans le conte de Giono, les arbres échappent aux ravages de la guerre, ce qui leur permet d'exercer une influence réparatrice sur la région. En réalité, cependant, la forêt française n'a pas échappé à la Deuxième Guerre mondiale ; entre 1940 et 1944, elle fut surexploitée, transformée en champ de bataille et devint un enjeu de pouvoir. C'est ainsi que la forêt française a pris une véritable place dans l'histoire de guerre en France. Comme l'exprimait un forestier en 1942 : « Après avoir vécu l'âge de fer, nous connaissons aujourd'hui l'âge du bois⁽²⁾ ». Mais il reste à écrire cette histoire. Les auteurs français ont généralement fait peu de cas de l'impact de la Deuxième Guerre mondiale sur la forêt française préférant s'attarder sur les périodes d'avant- et

(1) Jean Giono. — The man who planted trees. — London : Harvill Press, 1995. Ce conte parut pour la première fois dans les années 1950, mais a depuis été publié en Nouvelle-Zélande, au Kenya, en Finlande et aux États-Unis entre autres. L'histoire personnelle de Giono pendant la guerre est, quant à elle, plutôt trouble, et après la guerre on vit apparaître son nom sur une "liste noire" d'auteurs collaborateurs. Voir Julian Jackson. — France : The Dark Years, 1940-1944. — Oxford : Oxford University Press, 2001. — pp. 87, 92, 201, 208, 591.

NDLR : la version originale de la nouvelle de Jean Giono a été publiée, pour la première fois en français, dans la *Revue forestière française*, n° 6, 1973, pp. 499-508.

(2) René Diderjean. — Il faut reboiser. — *Le Bois*, 25 janvier 1942, p. 1.

d'après-guerre et sur l'histoire forestière de la Première Guerre mondiale⁽³⁾. De même, l'historiographie des "années noires" en France n'a fait qu'ébaucher une histoire de l'environnement pendant cette période⁽⁴⁾. Compte tenu de cette lacune, notre article représente un point de départ pour une approche environnementale de l'histoire de guerre française. Nous entendons également contribuer à élargir le recueil de littérature actuellement en cours de constitution au sujet de l'écohistoire de la guerre, domaine où jusqu'ici la relation entre le bois et la guerre n'a été abordée que des points de vue de l'épuisement des ressources et de la sylviculture⁽⁵⁾. Sont absentes de ces travaux la variabilité et les variations locales, ainsi que la signification culturelle de la forêt en temps de guerre.

Afin de combler cette lacune, notre article étudie les deux histoires mêlées — matérielle et culturelle — de la forêt en temps de guerre à travers une étude de cas dans les forêts du Sud-Est, notamment la région qui recouvre la Provence et les Alpes du Sud. Cette région présente un intérêt tout particulier pour une étude de cas grâce à sa diversité à la fois écologique et politique. Sur le plan écologique, cette région offre une gamme étendue de types forestiers, depuis les hêtres du massif préalpin du Vercors jusqu'aux forêts méditerranéennes qui s'accrochent au littoral provençal. Sur le plan politique, entre 1940 et 1944, la région a été soumise à de nombreuses autorités politiques et militaires ; d'abord partie de la "zone libre" sous le gouvernement de Vichy, elle fut ensuite occupée simultanément par les Italiens et les Allemands⁽⁶⁾. De plus, avant le débarquement des Forces Alliées en août 1944, mises à part quelques escarmouches avec les troupes italiennes dans les Alpes en juin 1940, cette région échappa largement

(3) Par exemple, Tamara Whited, dans son *Forests and Peasant Politics in Modern France*. — New Haven and London : Yale University Press, 2000, s'arrête aux années 1930 et Michael Bess, dans *The Light-Green Society : Ecology and technological Modernity in France, 1960-2000*. — Chicago and London : University of Chicago Press, 2003, limite quasiment à la période d'après-guerre son examen du mouvement écologique français. D'autres histoires environnementales de la France ont tendance à négliger l'influence de la guerre sur le façonnage du paysage français. Voir, par exemple, A. Cadoret, éditeur. — *Protection de la nature : histoire et idéologie, de la nature à l'environnement*. — Paris : L'Harmattan, 1985 ; et René Guilbot Neboit et Lucette Davy. — *Les Français dans leur environnement*. — Paris : Éditions Nathan, 1996. Andrée Corvol et Jean-Paul Amat, dans leur volume *Forêt et guerre*. — Paris : L'Harmattan, 1994, s'intéressent essentiellement à la Première Guerre mondiale. Le seul article consacré à la Deuxième Guerre mondiale porte sur une étude de cas unique ; il est écrit du point de vue réducteur de « l'amélioration forestière » (voir Frédéric Fesquet. — *Les reboisements de protection dans la guerre : le massif de l'Aigoual*, pp. 155-161). Pour d'autres éléments concernant l'impact écologique de la Première Guerre mondiale sur la forêt française, voir Jean-Paul Amat. — *Guerre et milieux naturels : les forêts meurtries de l'Est de la France, 70 ans après Verdun*. — *L'Espace géographique*, 3, 1987, pp. 217-233, et Hugh Clout. — *After the Ruins : Restoring the Countryside of Northern France after the Great War*. — Exeter : University of Exeter Press, 1996.

(4) Par exemple, l'environnement n'est pas étudié par Jackson dans "France : The Dark Years", alors qu'il passe très minutieusement en revue l'immense recueil de littérature secondaire qui existe concernant la France de Vichy et l'Occupation. Là où cette historiographie se rapproche le plus d'une histoire environnementale c'est à l'occasion d'études portant sur l'idéologie vichyste du « retour à la terre », l'histoire rurale de la guerre et celles traitant du contexte géographique des unités rurales de la résistance. Concernant l'idéologie du « retour à la terre » voir Jackie Clarke. — *Homecomings : Paulette Bernège, Scientific Management and the return to the Land in Vichy*. In : *Vichy, Resistance, Liberation : New Perspectives on Wartime France* / Hanna Diamond and Simon Kitson Editors. — Oxford : Berg, 2005. — pp. 171-182 ; Christian Faure. — *Le projet culturel de Vichy*. — Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1989. Concernant la France rurale, voir Isabel Boussard. — *Vichy et la corporation paysanne*. — Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980 ; Michel Gervais, Marcel Jollivet, Yves Tavernier. — *Histoire de la France rurale*. Tome 4 : la fin de la France paysanne de 1914 à nos jours. — Paris : Seuil, 1976 ; et Don Kladstrup et Petrie Kladstrup. — *Wine and War : the French, the Nazis, and France's Greatest Treasure*. — London : Hodder & Stoughton, 2001. Concernant la Résistance, voir Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie, éditeurs. — *Mémoire et histoire : la Résistance*. — Paris : Éditions Privat, 1995 ; H.R. Kedward. — *In Search of the Maquis : Rural resistance in Southern France (1942-1944)*. — Oxford : Oxford University Press, 1993 ; François Marcot, éditeur. — *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*. — Paris : Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, 1996 ; Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard, éditeurs. — *La Résistance et les Français : enjeux stratégiques et environnement social*. — Rennes : Presses universitaires de Rennes, 1995.

(5) Concernant les écohistoires de guerre, voir Lisa M. Brady. — *The Wilderness of War : nature and Strategy in the American Civil War*. — *Environmental History*, July 2005, pp. 421-447 ; Edmund Russell. — *War and Nature : Fighting Humans and Insects with chemicals from World War 1 to Silent Spring*. — New-York : Cambridge University Press, 2001 ; Edmond Russell, Richard P. Tucker, éditeurs. — *Natural Enemy, Natural Ally : Toward and Environmental History of Warfare*. — Corvallis : Oregon State University Press, 2004. Concernant les écohistoires de guerre qui traitent exclusivement des forêts, voir John R. McNeill. — *Woods and Warfare in World History*. — *Environmental History*, 9, July 2004, pp. 388-410 ; Richard P. Tucker. — *The World Wars and the Globalization of Timber Cutting*. In : *Natural Enemy, Natural Ally* / Edmond Russell, Richard P. Tucker, éditeurs, pp. 110-141 ; Joshua West. — *Forests and National Security : British and American Forest Policy in the Wake of World War I*. — *Environmental History*, 8, 2003, pp. 270-294.

(6) Les départements concernés par la présente étude sont les Alpes-Maritimes, les Basses-Alpes (aujourd'hui appelées les Alpes-de-Haute-Provence), les Bouches-du-Rhône, la Drôme, les Hautes-Alpes, l'Isère, le Var et le Vaucluse. Après la défaite de la France, ces départements se sont trouvés en zone libre. Entre juin 1940 et novembre 1942, l'Italie annexe la zone frontalière des Alpes-Maritimes avant de s'emparer de toute la région en novembre 1942. La zone italienne élargie s'est maintenue jusqu'à l'effondrement de l'Italie en 1943 et celle-ci fut ensuite occupée par l'armée allemande. On peut utilement consulter Jean-Marie Guillon. — *La France du Sud-Est*. In : *La France des années noires*. Tome 2 : de l'occupation à la Libération / Jean-Pierre Azéma et François Bédarida éditeurs. — Paris : Seuil, 1993, pp. 159-176, pour connaître l'histoire sociale et politique de cette région pendant la guerre.

aux combats militaires intenses ; de ce fait, elle se prête à une analyse des répercussions écologiques directes et indirectes de la guerre. Toutefois nous avons, là où c'est nécessaire, tiré des exemples pris dans d'autres régions, notamment la forêt de Tronçais dans le centre de la France.

À travers cette étude régionale, nous avançons la thèse que la forêt constituait une source vitale de produits de substitution à une époque qui a connu de graves pénuries dont la conséquence a été d'inciter le gouvernement de Vichy à vouloir en augmenter la productivité. Toutefois, les forêts n'étaient pas simplement des espaces matériels car la tendance traditionaliste du régime, y compris son chef vieillissant, le maréchal Philippe Pétain, attribuait à la forêt des significations empreintes de sa propre vision réactionnaire du monde. À partir de la fin de 1942, ce sont les mouvements de résistance qui ont commencé, en pratique et dans l'imaginaire, à se réapproprier la forêt et à la soustraire au régime de Vichy, la transformant en espace de révolte et de subversion. Parallèlement à ces bouleversements, l'histoire des forêts françaises pendant la guerre a connu des éléments de continuité. La mobilisation matérielle et culturelle de la forêt par Vichy ne fut que l'expression la plus récente d'une longue tradition de contrôle de la forêt par l'État, alors que, dans le même temps, l'Administration des Eaux et des Forêts s'efforçait aussi d'imposer ses propres politiques et réglementations forestières⁽⁷⁾. La tâche fut rendue difficile par les armées d'occupation, allemande et italienne, qui infligeaient des dégâts aux arbres et remettaient ainsi en question l'encadrement français de la forêt et en même temps les efforts de Vichy visant à accroître la production de la forêt. Les activités anthropiques diversifiées des années de guerre laissèrent une empreinte écologique profonde qui a nécessité la restauration de la forêt dans la période d'après-guerre.

LA CRÉATION D'UNE FORÊT PRODUCTIVE

Après la défaite militaire de la France de l'été 1940, en raison d'un certain nombre de pénuries, la forêt joua un rôle vital et permit à la population de mener un semblant d'existence normale. On a vu apparaître des produits dérivés du bois dans tous les domaines de la vie économique et quotidienne. Comme le disait Charles Colomb, directeur général de l'Administration des Forêts : « *Les Français tournent aujourd'hui un regard chargé d'espoir vers leurs forêts... Presque tous en attendant quelque chose qui les aide à passer des heures difficiles : le chef de ménage, du combustible pour son foyer ; l'agriculteur, de la litière pour son bétail ; le boulanger, du bois pour son four ; le tanneur, des écorces pour ses cuirs ; l'entrepreneur de transports, du bois ou du charbon de bois pour ses gazogènes ; l'industriel, enfin, des matières premières (bois, liège ou résine) pour son industrie* ». Comme l'indique Colomb, les Français se chauffaient et cuisaient leur pain au bois car le charbon et le pétrole étaient rares ou inexistants. La guerre, la défaite et l'occupation eurent pour effet de faire remonter le temps aux Français, les amenant à redécouvrir l'importance du bois comme combustible. À côté de ces usages "traditionnels" du bois, la forêt fournissait également des produits de substitution pour l'industrie⁽⁸⁾.

L'absence d'essence fut particulièrement pénible mais on y remédia en brûlant du bois dans les gazogènes ; ceux-ci étaient des véhicules aménagés de façon à pouvoir fonctionner au bois ou aux dérivés du bois. En 1938 déjà, dans *Le gaz des forêts*, on préconisait le carburant gazogène,

(7) En 1940, Pierre Caziot, ministre de l'Agriculture sous le gouvernement de Vichy, rebaptisa les Eaux et Forêts, lui donnant l'appellation Direction des forêts, de la chasse et de la pêche (celle-ci reprit son ancien nom en 1943). Pour les besoins de la simplicité, j'utilise le terme *administration forestière* pour désigner les Eaux et Forêts tout au long de mon article.

(8) Charles Colomb. — Préface. In : Roger Blais et Gérard Luzu. — Les métiers de la forêt. — Paris : Presses universitaires de France, 1941, pp. 3-4 ; Archives départementales de la Drôme (ci-après ADD) 61 W6, M. Pucheu, Pierre Caziot, M. Lehideux, à l'intention des préfets de région et de département, Répartition des bois, 10 janvier 1942. Pour d'autres éléments concernant la pénurie de matériaux, voir H.R. Kedward. — *Resistance in Vichy France : A study of Ideas and Motivation in the Southern Zone, 1940-1942*. — Oxford : Oxford University Press, 1978, p. 18 ; Alan S. Milward. — *The new Order and the French Economy*. — Aldershot : Gregg Revivals, 1984, p. 34 ; Dominique Veillon, Jean-Marie Flonneau, éditeurs. — *Le temps des restrictions en France (1939-1949)*. — *Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps présent*, mai 1996, pp. 32-33.

appelant les Français à prendre conscience du potentiel du “gaz de la forêt”⁽⁹⁾. Mais ce n’est qu’après 1940 que les gazogènes commencèrent réellement à être pris au sérieux. Des salons furent organisés par les associations automobiles afin de promouvoir les véhicules à gazogène et le régime de Vichy instaura des mesures visant à inciter les conducteurs à transformer leurs véhicules (par l’installation sur le véhicule d’une “marmite” métallique alimentée par du bois ou du charbon de bois pour faire tourner le moteur)⁽¹⁰⁾. Le fonctionnement des véhicules à gazogènes n’était pas aussi performant que celui des voitures à essence mais, comme le dit un témoin de l’époque : « *Ça marchait très mal, mais ça marchait comme même* »⁽¹¹⁾. La production de bois et de charbon de bois destinés aux gazogènes a donc naturellement augmenté par rapport aux chiffres d’avant-guerre, passant d’environ cinquante mille tonnes par an à près d’un demi-million de tonnes en 1943. Comme le démontre amplement l’exemple des véhicules à gazogène, le bois était devenu le « *succédané par excellence* »⁽¹²⁾.

Copyright Citroën Communication/G. GUYOT

Photo 1 Véhicule à gazogène

(9) A. Lepoivre, G. Septembre. — Le gaz des forêts : carburants forestiers gazogènes. — Paris : Société nationale d’encouragement à l’utilisation des carburants forestiers, 1938. — p. 11.

(10) Actes officiels. — *Revue des Eaux et Forêts*, 79, septembre 1941, p. 689. Concernant les activités de promotion en faveur du gazogène, voir Archives départementales des Bouches-du-Rhône (ci-après ADBDR) 194 W 29. André Huart, président de l’Automobile-Club de Marseille et de Provence, au conservateur de la forêt, Aix-en-Provence, 2 avril 1941 ; Dominique Veillon. — *Vivre et survivre en France 1939-1947*. — Paris : Éditions Payot & Rivages, 1995. — p. 194.

Pour de plus amples explications concernant le système gazogène, voir Veillon. — *Vivre et survivre en France 1939-1947*, page 194. Pétain lui-même a publié en 1936 un pamphlet en faveur du gazogène où il soutient que « la production industrielle de gaz de la forêt pourrait contribuer au renouveau de l’économie française [et] d’ores et déjà apporter un précieux soutien à la défense nationale ». Cité dans : *Les Eaux et Forêts du 12^e au 20^e siècle*. — Paris : CNRS, 1987. — p. 629.

(11) Entretien de l’auteur avec Elvio Segatto, Pizançon, 3 août 2005, notes et enregistrements conservés par l’auteur.

(12) Centre des Archives contemporaines des Archives nationales (ci-après CAC) 19800470/168. M. Formery, inspecteur général des finances au vice-amiral commissaire général à l’énergie, “Quelques observations sur l’approvisionnement en bois”, 24 mars 1942, p. 1. Les illustrations sont tirées de la commission consultative des dommages et des réparations. — *Dommages subis par la France et l’Union française du fait de la guerre et de l’occupation ennemie (1939-1945)*. — 10 volumes. — Paris : Imprimerie nationale, 1951. Vol. 6, monographie MP 18 “Prélèvements allemands de matières premières : bois et produits forestiers”. — Imprimerie nationale, 1947, p. 29.

Les propriétaires de forêts, publics et privés, se réjouirent de ce regain d'intérêt pour le bois, et constatèrent avec satisfaction qu'après des années d'indifférence les Français reconnaissaient enfin la forêt à sa juste valeur. Dans un article, on a pu montrer, avec une jubilation non dissimulée, comment la défaite militaire avait conduit à la "revanche" de la forêt. Après avoir été délaissée des années durant, la forêt voyait « *revenir à elle, anxieux, désemparés, tous ceux qui l'avaient abandonnée. (Mais) Elle est bonne et sans rancune. Elle donnera le bois devenu indispensable pour que nous puissions manger encore notre pain quotidien, pour que nous puissions tenir cet hiver contre le froid* »⁽¹³⁾. Les forestiers cultivaient l'idée que la forêt serait toujours prête à se sacrifier afin de garantir la survie de la France. Un auteur a pu soutenir que : « *Dans les périodes de crise, c'est toujours vers la Forêt que se tourne la Nation pour lui demander des sacrifices toujours plus variés, toujours plus grands et de tous ordres* »⁽¹⁴⁾. Un autre renchérit affirmant qu'après la défaite : « *La forêt française, symbole et refuge de l'âme de la Patrie, est prête, une fois de plus dans notre histoire, à la servir et à la sauver* » la nation⁽¹⁵⁾. Selon *Le Bois national*, le bois était désormais « *aussi utile à la vie économique du pays que le blé, la viande, le vin ou les pommes de terre* »⁽¹⁶⁾.

Face à une demande accrue en produits sylvicoles, Vichy s'engage dans une restructuration de l'administration des forêts en France afin de "mobiliser les ressources forestières du pays". La loi du 8 août 1940 fut à cet égard primordiale car elle obligeait tous les propriétaires de plus de dix hectares de forêt à les exploiter à un niveau 50 % supérieur à la normale, faute de quoi ils se verraient imposer des amendes. Grâce à de telles mesures, le gouvernement de Vichy est parvenu à resserrer l'emprise étatique sur les forêts privées en renforçant la réglementation et les structures instaurées par la Troisième République pendant la drôle de guerre. Tout comme les autres activités liées au foncier, telles que l'agriculture ou la chasse, le secteur forestier fut lui aussi mis en cohérence avec la vision corporatiste de la société que voulait établir Vichy à travers la loi du 13 août 1940, qui créait les *Groupements interprofessionnels forestiers* (GIF) dans chacune des régions⁽¹⁷⁾.

Parallèlement à cette restructuration de la foresterie, on monta une croisade de reboisement conçue comme partie intégrante de l'effort de guerre. Tout en faisant écho aux inquiétudes déjà existantes en matière de déforestation, la situation politique, sociale et militaire de la France après 1940 offrait les conditions idéales permettant de valoriser le reboisement. Les forestiers, aussi bien du domaine privé que public, considéraient le reboisement comme participant à l'effort de reconstruction de la France vaincue : « *De même qu'un pays qui se déboise est un pays qui meurt, de même qu'un peuple qui renaît doit être un peuple qui reboise... notre devoir, dans le domaine forestier comme dans tous les autres, est de collaborer à l'œuvre de redressement, de reconstitution* »⁽¹⁸⁾. Arthur Dugelay, inspecteur des Forêts à Nice, établit un lien explicite entre le reboisement et le programme du "retour à la terre" de Vichy : « *Le retour à la terre*

(13) La revanche de la forêt. — *L'Action forestière et piscicole*, n° 43, octobre 1940, p. 1.

(14) Charles de Lassuchette. — L'organisation forestière au sein de la corporation nationale est réalisée. — *L'Action forestière et piscicole*, n° 72, mars 1943, p. 1.

(15) J. Jagerschmidt. — Le programme forestier de la France qui va renaître. — *L'Action forestière et piscicole*, n° 39-40, juillet 1940, p. 2.

(16) Henri Rieuf. — Organisation forestière : mobilisation des ressources forestières. — *Le Bois national*, 15 décembre 1941, pp. 393-396.
(17) Ministère de l'Agriculture. — Agriculteurs, voici ce qu'en un an le gouvernement du Maréchal a fait pour vous. — Éditions du Secrétariat général à l'information et à la propagande [n.d.], 6 ; Eaux et Forêts du 12^e au 20^e siècle, pp. 628-630 ; Loi fixant la possibilité à exploiter chaque année par tous les propriétaires. In : Actes officiels. — *Revue des Eaux et Forêts*, 78, juillet-septembre 1940, p. 334 ; Décret relatif à la production forestière en temps de guerre. — *L'Action forestière et piscicole*, n° 35, février 1940. Les GIF étaient composés de deux propriétaires, deux marchands de bois et deux représentants des Eaux et Forêts ; ils étaient chargés d'évaluer l'état des ressources en bois et de fixer les prix du bois et sa répartition. Voir Actes officiels. — *Revue des Eaux et Forêts*, pp. 336-337.

(18) Jagerschmidt. — Le programme forestier. — p. 2. Depuis le XIX^e siècle au moins, les forestiers de l'État éprouvaient de réelles inquiétudes concernant la déforestation, surtout en zone de montagne, qu'ils tenaient pour responsable des inondations en plaine et dans les villes. Pour une analyse approfondie des politiques de reboisement et de leur impact sous la Troisième République, voir Whited. — *Forest and Peasant Politics*.

... apparaît comme un facteur primordial de l'équilibre qui doit marquer la reconstruction de notre pays si éprouvé⁽¹⁹⁾ ». D'autres publications exhortent les Français à reboiser et rattachent le reboisement à la campagne de Vichy visant à cultiver autant de sol français que possible. L. Padré, un agent forestier à la retraite, déclare que : « Il devient de plus en plus nécessaire, urgent même, de tirer tout le parti possible et le meilleur du sol français, tant en mettant en valeur tous les terrains improductifs, qu'en augmentant le rendement de ceux qui, pour les raisons diverses, peuvent produire davantage et mieux. Le boisement est, certainement, un des moyens les meilleurs et les plus sûrs d'obtenir ces améliorations⁽²⁰⁾ ». Vichy légiféra en faveur du reboisement, mais bien qu'un certain nombre d'objectifs pratiques aient pu être atteints, il semblerait que l'effort de guerre dans le domaine du reboisement ait largement échoué. En effet, le géographe Raoul Blanchard estime que, depuis 1942, les forestiers « ont été trop employés à d'autres tâches pour qu'on puisse estimer qu'un seul hectare ait été depuis ajouté au total⁽²¹⁾ ».

Pour satisfaire à une demande de bois en hausse, on dépêcha dans les forêts de plus en plus d'ouvriers. Cette migration vers la forêt présentait plusieurs avantages : en même temps que d'augmenter la production de bois, elle correspondait à l'idéologie vichyste du "retour à la terre" et servait à occuper des jeunes hommes qui autrement auraient pu fomenté des troubles sociaux. Cette vision a été parfaitement résumée par le directeur général de l'administration forestière de l'époque qui affirme que l'exploitation forestière « assure du travail tant aux démobilisés qu'aux ouvriers licenciés des usines d'armement d'une part, et d'autre part, prépare le retour à la terre ou à la vie rurale, d'un grand nombre d'hommes qui ne trouveront plus dans l'industrie les emplois qui les avaient incités à quitter la campagne⁽²²⁾ ».

Le mouvement des *chantiers de jeunesse* conduit des milliers de jeunes hommes dans la forêt qui à son tour leur procure à la fois une éducation patriotique et un travail manuel. La direction du mouvement tient à souligner la productivité de ce travail forestier (y compris le développement des infrastructures forestières et la création de pépinières destinées au reboisement) en voulant prouver que l'organisation avait contribué activement à la survie et au renouveau de la France⁽²³⁾. Cependant, en dépit des efforts des *chantiers*, l'offre de bois ne parvint pas à satisfaire la demande.

LES ENTRAVES À LA PRODUCTION FORESTIÈRE

L'incapacité à rapprocher l'offre de la demande de bois montre une fois de plus le fossé qui existait entre les intentions affichées du régime de Vichy et la réalité des faits entre 1940 et

(19) Séance du samedi 28 mars 1942 : conférence de M. l'inspecteur des Eaux et Forêts Dugelay sur le retour à la terre et le problème sylvo-pastoral dans les Alpes-Maritimes. In : *Annales de la Société des Lettres, Sciences & Arts des Alpes-Maritimes*, tome 36, 1942-1943, pp. 17-18. Pour en savoir plus sur la philosophie de "retour à la terre" de Vichy, voir Clarke. — Homecomings ; Faure. — Projet culturel ; Robert O. Paxton. — Vichy France : Old Guard and New Order, 1940-44. — London : Barrie and Jenkins, 1972. — pp. 200-209.

(20) L. Padré. — Préface. In : Société française des amis des arbres. — Guide du reboiseur. — Paris : Pierre André, 1941. — p. 1. Voir également Association nationale de bois. — Le Reboisement par les particuliers. Quatrième partie, Région des Alpes. — 1941.

(21) Raoul Blanchard. — Déboisement et reboisement dans les Préalpes françaises du Sud. — *Revue de la Géographie alpine*, 32, 1944, p. 372. En effet, il semblerait que la loi sur le reboisement de janvier 1942 ne fut mise en œuvre que de manière très restreinte. Voir Eaux et Forêts du 12^e au 20^e siècle, p. 642. La loi du 21 janvier 1942 avait élevé le reboisement au rang d'"œuvre d'intérêt général" et le rendait obligatoire dans certaines zones définies par décret ministériel. Eaux et Forêts du 12^e au 20^e siècle, p. 631.

(22) Archives départementales du Var (ADV) 1790 122 W. Charles Colomb, directeur général de l'administration des forêts au conservateur de la forêt, Aix-en-Provence, "Objet : travaux d'améliorations pastorales et forestières, 5 octobre 1940", p. 1.

(23) En 1942 uniquement, les Chantiers coupent 440 000 tonnes de bois et produisent 13 000 tonnes de charbon de bois. Centre historique des Archives nationales, Paris (ci-après CHAN) AJ 39, p. 1. Bulletin de presse du secrétariat général de la jeunesse. 4 mars 1941 ; CHAN AJ39 166, Général de la Porte du Theil au préfet de Haute-Loire, 21 novembre 1941 ; CHAN AJ 39 168, Mourey pour le Général de la Porte du Theil "Notes pour les commissaires régionaux concernant l'emploi de la main-d'œuvre", 4 mai 1943. Pour en savoir plus sur les Chantiers de la Jeunesse et les politiques de Vichy pour la jeunesse, voir W.D. Halls. — The Youth of Vichy France. — Oxford : Clarendon Press, 1981.

1944⁽²⁴⁾. Il était vital pour la France d'accroître sa production de bois (les importations de bois avaient chuté de 2 700 000 mètres cubes à 100 000 mètres cubes pendant la guerre) alors que les statistiques de la *Commission consultative des dommages et des réparations (CCDR)* publiées après la guerre indiquent qu'il n'y a pas eu d'augmentation notable de la production de bois d'œuvre ni de bois d'industrie pendant la guerre malgré la hausse de la demande⁽²⁵⁾. Les fonctionnaires de Vichy connaissaient l'existence de ces problèmes. Au mois de mars 1942, un rapport officiel faisait état de ce que « *le pays ne suffit pas à ses besoins de bois* » et que « *les stocks sont tombés à presque rien* ». Pour être en mesure de produire à pleine capacité, il aurait fallu livrer aux mines 40 % de bois en plus ; de même, les fournitures permettant de remplacer les traverses de chemin de fer et les wagons faisaient défaut. Dans les villes aussi on manquait de bois « *à tel point* » que « *des dangers sociaux plus graves* » étaient à craindre pour l'hiver à venir⁽²⁶⁾.

De multiples obstacles entravaient la production forestière. Tout d'abord, le régime de Vichy ne maîtrisait pas entièrement la forêt car il avait lui-même rédigé la loi de façon à exclure de son champ d'application les propriétaires de domaines de moins de dix hectares ; cette politique fut d'ailleurs vivement critiquée par Formery, inspecteur général des Finances, car elle accordait à ces propriétaires « *un privilège inouï à notre époque ; celui de pouvoir laisser sans emploi une matière indispensable, ou bien de la vendre à sa fantaisie, surtout en marché noir* »⁽²⁷⁾. La pénurie de main-d'œuvre fut elle aussi une véritable entrave. Les bûcherons chevronnés faisaient défaut (environ 35 % des bûcherons français languissaient dans les camps allemands de prisonniers de guerre) et les nouveaux bûcherons n'avaient pas, semble-t-il, les compétences des anciens. En effet, le secrétaire général du Comité central des GIF estimait que les nouveaux exploitants souffraient « *d'une inaptitude irrémédiable* » à exercer cette profession, inquiétude que partageait l'échelon local⁽²⁸⁾.

Dans le cas des Chantiers, le manque d'outils et la situation géographique des coupes, très souvent éloignées et inaccessibles, font obstacle à l'efficacité et exacerbent les tensions avec l'administration forestière⁽²⁹⁾. Ces conflits s'intensifient en août 1941 lorsque le ministre de l'Agriculture décrète que la production forestière doit tripler et que les Chantiers sont censés en être le principal pourvoyeur. Les forestiers cependant accusent le mouvement de jeunesse de privilégier l'éducation morale et sociale au détriment du travail sylvicole et laissent entendre que certains groupes sont peu enclins à respecter leurs consignes. De l'autre côté, la direction des chantiers se plaint de ce que « *la plupart des Conservateurs présents à la réunion ne voient en nous que des producteurs de charbon de bois alors que le but que nous poursuivons est avant tout de faire des hommes et de la propagande nationale par l'exemple d'un patriotisme renais-*

(24) Comme le fait remarquer Jean-Pierre Azéma à propos de la *Révolution nationale* : « *Rarement a-t-on pu constater de fossé plus important entre intentions et réalité.* » ; voir From Munich to the Liberation 1938-1944. — Cambridge University Press, 1979, p. 62.

(25) Le potentiel productif avant la guerre était de 10 000 000 de mètres cubes alors que la moyenne pendant les années de guerre a été de 10 617 333 mètres cubes (sur la base des années 1941-1943 sans compter les départements de l'Est et du Nord). Commission consultative. — Dommages subis par la France et l'Union française, volume 6, p. 5, 11.

(26) Formery. — Quelques observations. — p. 1. Concernant la situation à Grenoble, voir les Archives départementales de l'Isère (ci-après ADI) 2101 W 28 "Procès-verbal de la réunion du 8 janvier 1942". Voir également CHAN AJ 39 54, Prescriptions et Directives du Commissaire général. — *Bulletin périodique officiel des Chantiers de la Jeunesse*, n° 54, 18 août 1941, pp. 1-5.

(27) Formery. — Quelques observations. — p. 4.

(28) CAC 19800470/168 Charles Colomb. — Note sur les réformes nécessaires au développement de la production forestière. 21 mars 1942, p. 1 ; R. Berthon. — Le problème de la main-d'œuvre forestière. — *Revue des Eaux et Forêts*, 83, avril 1945, p. 219 ; Formery. — Quelques observations. — p. 1 ; ADBDR 194 W 25, G. Perdrizet, secrétaire général du Comité central du GIF, et Charles Colomb, directeur général des Forêts et président du Comité central du GIF, "Lettre circulaire n° 144. Objet : contrôle des nouvelles délivrances de cartes professionnelles. Révision des cartes antérieurement attribuées aux conservateurs forestiers régionaux, présidents des comités régionaux du GIF et présidents des services départementaux pour les produits forestiers", 25 avril 1944. Au niveau local, voir ADV 1790 W 130, Boitère, inspecteur forestier à Draguignan "Rapport trimestriel sur l'activité de l'Administration", 11 octobre 1943, p. 2 ; ADBDR 194 W 30, contrôleur juré Bartoli "Rapport de vérification dans le ressort de la 26^e conservation des Forêts du 5 au 21 février 1942, département des Bouches-du-Rhône", p. 8.

(29) Voir "Prescriptions et directive du Commissaire général", pp. 1-5 ; CHAN AJ 39 56. Prescriptions et Directives du Commissaire général. — *Bulletin périodique officiel des Chantiers de la Jeunesse*, n° 129, 1943, pp. 521-524.

sant. Il vaut mieux, certes, chauffer le cœur des nombreux Français qui attendent un point de cristallisation possible, que de chauffer leur corps ». Cette controverse révèle la tension entre les préoccupations idéologiques et les pressions d'ordre plus pratique qui rongeaient le programme politique de Vichy. Mais finalement, ce seront les impératifs de production qui l'emporteront sur l'éducation nationaliste et la direction des Chantiers finira par admettre qu'« aujourd'hui, il faut, avant tout, assurer la vie du pays ». Les groupes des Chantiers recevront comme consigne de passer moins de temps à la formation et plus de temps à améliorer leur efficacité en forêt ⁽³⁰⁾.

En réalité, les problèmes semblent se poser davantage dans la distribution et le transport que dans l'exploitation à proprement parler. Par exemple en zone libre, sur 818 557 stères de bois destinés aux troupes allemandes, 335 296 furent laissés sur place en forêt entre l'hiver 1940 et 1941 ⁽³¹⁾. De plus, les autres administrations et les troupes d'occupation avaient pour coutume de réquisitionner les engins forestiers, rendant difficile pour les propriétaires privés ou publics le transport du bois depuis la forêt aux zones urbaines. La situation fut aggravée par l'état de malnutrition dans lequel étaient maintenus les chevaux utilisés en forêt, ce qui leur interdisait de travailler pendant de longues heures d'affilée ⁽³²⁾.

Il apparaît néanmoins que la forêt française fut massivement surexploitée pendant la guerre. Par exemple, en mars 1942, le Touring Club de France informe le ministre de l'Agriculture de la « vaste enquête » récemment menée par ses soins concernant les sites patrimoniaux menacés. Au cours de cette étude, une abondante correspondance révéla les nombreuses inquiétudes que suscitait la déforestation intensive qui est « justifiée en partie par les circonstances actuelles » ⁽³³⁾. De même, un article paru dans *Le Bois national* s'interrogeait sur le fait de devoir « louer ou déplorer la débordante activité [des chantiers] » puisque celle-ci menait à l'exploitation précoce du bois, y compris dans les zones de « forêt vierge » que l'on laissait généralement intactes ⁽³⁴⁾. Les chiffres concernant la période d'après-guerre soutiennent la thèse de la surexploitation. La CCDD estime que la production réglementée de bois de chauffage destiné au marché s'est accrue, passant de 10 millions de stères avant la guerre à 18 millions de stères mais reconnaît que le chiffre réel aurait été plus proche de 45 millions de stères. Les forêts voisines des centres urbains étaient particulièrement menacées par la surexploitation ; pour certaines d'entre elles en région parisienne, l'avance prise dans l'exploitation fut d'environ dix ans (l'exploitation anticipée pendant l'Occupation était de 2 ans en moyenne ⁽³⁵⁾). Il est difficile d'évaluer avec précision l'importance des coupes non réglementaires, mais selon certains témoignages la situation était catastrophique. Un article paru dans *L'Action forestière et piscicole* en 1944 note comment : « On reste stupéfait qu'on ait rien fait pour limiter les dégâts d'une déforestation stupide et féroce, au point que l'individu a perdu toute notion de sagesse et que l'enfant lui-même taille, coupe, arrache et détruit tout ce qui tombe sous la main » ⁽³⁶⁾.

(30) CHAN AJ 39 166, Mourey, commissaire général adjoint du Général de la Porte du Theil. — Note pour Messieurs les Commissaires régionaux. 5 août 1941, pp. 1-2 ; Berthon. — De quelques réflexions sur le problème de la main-d'œuvre forestière, pp. 489-493 ; CHAN AJ 39 168, Colonel Bervet du Génie à l'inspecteur général des Forêts Salvat, 4 août 1941 ; CHAN AJ 39 168, Chantiers de la Jeunesse, Commissaire général à l'inspecteur général des Forêts, 6 août 1941 ; CHAN AJ 39 54, Prescriptions et directives du Commissaire général. 3. Les Chantiers avaient eux aussi leurs doléances, reprochant aux fonctionnaires des Eaux et Forêts d'être « en général trop parcimonieux » et « ne pas tenir compte de l'importante contribution apportée par [notre] exploitation ». CHAN AJ 39 168, Chantiers de la Jeunesse, Commissariat général, Service forestier. Compte-rendu, 20 août 1941.

(31) CAC 19771461/41. — Prestations en bois de chauffages effectuées aux troupes d'opération, hiver 1940-1941. Un stère équivaut à un mètre cube de bois.

(32) Voir Formery. — Quelques observations. — p. 1 ; et différents rapports aux ADBDR 194 W 25.

(33) CAC 19800400/26. Général des Armées Dosse, administrateur délégué du Touring Club de France en zone libre au ministère de l'Agriculture, 27 mars 1942 ; M. Arbaud, inspecteur adjoint des forêts, Grenoble. — Coupes abusives ? Chablis, 1^{er} avril 1942.

(34) Paul Durand. — D'une décade à l'autre. — *Le Bois national*, 15, n° 8, 15 mars 1943, p. 95.

(35) Commission consultative. — Dommages subis par la France, vol. 6, 25, pp. 48-49.

(36) Henri Vergnaud. — Une croisade qui s'impose. — *L'Action forestière et piscicole*, n° 87, juin 1944, p. 1.

Il ne faut pas pour autant croire que toute tentative visant à réglementer la déforestation fut abandonnée. Au contraire, l'administration des forêts a bataillé en faveur de l'entretien et la gestion "rationnels" de la forêt.

L'AMÉNAGEMENT EN TEMPS DE GUERRE

En 1940, l'administration forestière se déclara prête à servir la France ; « *le Corps forestier, durement touché, n'a pas été abattu ; tout au contraire, il doit jouer dans le relèvement du pays un rôle important* ⁽³⁷⁾ ». Dans l'optique des personnels forestiers, cela voulait dire la poursuite de la gestion de la forêt conformément à leurs principes. Depuis au moins l'ordonnance de Colbert sur la foresterie en 1669, l'administration des forêts a mis en pratique une politique d'aménagement, dont la définition donnée par Tamara Whited est « *l'organisation de la forêt dans un but précis* » comme, par exemple, la production de bois ou la prévention des glissements de terrain. L'aménagement était fondé sur la capacité autoproclamée du forestier à évaluer objectivement l'utilité à long terme et l'état sanitaire de la forêt et pouvoir ainsi prescrire les mesures nécessaires lui permettant de se développer (par opposition aux activités paysannes traditionnelles dans la forêt, notamment le pacage et le jardinage, système selon lequel on coupait les arbres venus à maturité là où ils se trouvent dans la forêt et non par parcelles désignées par l'administration des forêts ⁽³⁸⁾). Alors que déjà dans les années trente, certains forestiers reconnaissaient les avantages de la forêt jardinée, l'administration des forêts continuait à privilégier une exploitation et une gestion de la forêt "ordonnées et rationnelles".

Malgré quelques inquiétudes quant au risque pour l'avenir de certaines forêts que pouvait présenter la surexploitation, entre 1940 et 1944, les forestiers adaptèrent les principes de l'aménagement afin de satisfaire aux exigences accrues que la situation économique imposait à la forêt ⁽³⁹⁾. Par exemple, on fit parvenir aux conservateurs à plusieurs reprises des principes directeurs donnant pour instruction « *de subordonner l'application des aménagements aux nécessités actuelles de la production* ». À l'échelle locale également, il semblerait que les forestiers aient été bien conscients de l'impératif de production de la forêt car ils mirent en place des chantiers de coupe et s'engagèrent eux-mêmes dans la production forestière. L'administration était prête, comme le disait un gestionnaire à Grenoble, « *à faire, quand il le faut, les sacrifices nécessaires dans l'intérêt général* ⁽⁴⁰⁾ ». On découvre ainsi une certaine souplesse de la notion d'aménagement en période de guerre.

Cela provoquait parfois des conflits entre l'administration et ceux qui préconisaient des mesures plus vigoureuses destinées à préserver les forêts françaises. Par exemple, la direction de l'administration des forêts s'est opposée aux appels faits en 1942 en faveur de la création d'une réserve naturelle de 500 hectares dans la forêt de Tronçais. Les forestiers faisaient valoir que l'existence d'une forêt totalement épargnée de toute intervention humaine était « *essentielle-ment théorique* » et qu'en termes économiques, la forêt de Tronçais est « *un des bijoux de*

(37) Chronique forestière, 323.

(38) Whited. — *Forests and Peasant Politics*. — pp. 22-23. Voir également Robert Pogue Harrison. — *Forests : The Shadow of Civilization*. — Chicago : University of Chicago Press, 1992. — p. 117 ; Peter Sahlins. — *Forest Rites : The War of the Demoiselles in Nineteenth-Century France*. — Cambridge : Harvard University Press, 1994. — pp. 50-53.

(39) Pour un exemple d'un forestier inquiet, voir A. Dugelay. — Les déboisements et les reboisements dans les Alpes-Maritimes (suite). — *Revue de la Géographie alpine*, 31, 1943, p. 166.

(40) CAC 19800470/168, conservateur forestier, chef du second bureau. — Note pour Monsieur l'inspecteur-adjoint Proust, réponse à la demande de renseignements du 17 avril 1942, relative au rapport n° 33 du Commissaire du Pouvoir Formery, 21 avril 1942 ; ADI 2109 W 64, M. Gobert, conservateur forestier, Grenoble au préfet de l'Isère, "Rapport : bois de feu", 19 mai 1944. Pour d'autres exemples de forestiers pour qui le critère de production l'emportait sur celui de la conservation, voir les Archives départementales des Alpes-Maritimes (ci-après ADAM) 521 W 9, inspecteur forestier, chef du service de Toulon à M. Lambert, secrétaire de la branche des produits forestiers, Draguignan. "Objet : Commune de Pardet : besoins en bois de chauffage", 29 décembre 1941 ; ADAM 521 W 7, M. Caubel, inspecteur forestier adjoint, Nice Ouest, "Rapport, Commune de Mougins, Réclamation de Monsieur le Maire", 12 novembre 1940.

l'économie forestière française ». L'accent était mis sur les impératifs économiques et on préconisa « *utiliser et adapter la forêt à la satisfaction de nos besoins en fonction des contingences du moment* »⁽⁴¹⁾. Finalement, la proposition portant sur la forêt de Tronçais fut rejetée, ce qui semble indiquer que, dans ce cas du moins, la production forestière l'emportait sur la conservation de la forêt.

Toutefois, les éléments plus dirigistes du gouvernement contestèrent l'efficacité de l'administration des forêts et de la politique d'aménagement. En mars 1942, Formery publie un rapport qui remet en question la compétence de l'administration des forêts, faisant valoir que celle-ci, dont les effectifs avaient été décimés, était dépassée par les événements et se trouvait dans l'incapacité d'exercer son autorité sur les propriétaires privés. Plus gravement, son inefficacité avait pour conséquence de ralentir la production. Il va jusqu'à laisser entendre que « *peut-être il faudrait un dictateur au bois* ». Formery s'attaque explicitement à la politique de l'aménagement : « *il faut que le Conservateur ne soit pas trop avare, qu'il oublie les principes "d'aménagement" du temps de paix. Ce n'est plus le temps de craindre "d'abîmer" le massif* ». Étant donné les problèmes de main-d'œuvre et de transport, Formery soutenait qu'il fallait désormais proscrire les coupes dans les zones éloignées, sans tenir compte des principes de gestion de la forêt ; au contraire, disait-il : « *il faut d'abord — même contre la volonté du propriétaire — exploiter à fond, même à blanc, tout ce qui est près de routes, des scieries et des gares* »⁽⁴²⁾.

Inversement, les éléments traditionalistes du gouvernement se félicitaient de la façon dont l'administration des Forêts gérait la forêt. Selon Pierre Caziot, ministre de l'Agriculture : « *L'administration des Forêts est certainement la seule administration qui est supérieure aux particuliers pour la gestion d'un patrimoine. Elle seule peut concevoir de longs desseins et les maintenir invariablement à travers les siècles* »⁽⁴³⁾. Les propos de Caziot n'avaient rien d'étonnant pour l'époque, compte tenu du renforcement de l'autorité de l'État sur la forêt sous Vichy et le fait que l'administration des Forêts soit sous la tutelle du ministère de l'Agriculture. Ces propos sont également révélateurs des tensions qui existaient entre traditionalistes et technocrates au cœur du régime de Vichy⁽⁴⁴⁾.

L'objectif de Vichy était de transformer la forêt en un espace de plus en plus réglementé et exploité afin de maximiser la production forestière. De ce fait, sa vision de la forêt semble correspondre à celle qui est, selon James Scott, classiquement adoptée par les États et qui consiste à réduire la Forêt à une source de revenu et un gisement de ressources. Selon Scott, la vision qu'a l'État de la Forêt exclut ses usages et sens sociaux (en tant qu'espace de chasse, de pâturage, de culte et comme refuge), et la considère exclusivement comme « *une ressource économique qui doit être gérée de manière efficace et rentable* »⁽⁴⁵⁾. Bien que l'analyse de Scott s'applique bien à Vichy, elle est néanmoins réductrice puisque les éléments traditionalistes de ce régime prêtaient à la forêt des significations qui allaient bien au-delà de critères productivistes. Pour Vichy, la forêt était à la fois un espace idéologique et un espace productif.

(41) CAC 19800400/15, secrétaire général et président, Société d'Émulation du Bourbonnais, 7 juillet 1941 ; CAC 19800400/15 directeur de l'École nationale forestière au directeur général des Forêts, Chasse et Pêche, 27 avril 1942 "Objet : Projet de réserve naturelle en Forêt de Tronçais"; CAC 19800400/15, directeur de l'École nationale forestière à l'inspecteur général des Forêts Salvat, "Constitution d'une réserve naturelle dans la forêt domaniale de Tronçais", 3 juin 1942.

(42) Formery. — Quelques observations. — p. 1, 4, 6.

(43) Visite de la forêt domaniale de Tronçais par le chef de l'État. — *Revue des Eaux et Forêts*, 79, janvier 1941, p. 59.

(44) Concernant ces divisions entre traditionalistes et technocrates, voir Paxton. — Vichy France. — pp. 259-273, 352-357.

(45) James C. Scott. — *Seeing Like a State : How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. — New-Haven and London : Yale University Press, 1998. — pp. 11-13.

L'APPROPRIATION POLITIQUE DE LA FORÊT PAR VICHY

Le régime de Vichy intégra la forêt à son idéologie du "retour à la terre", la faisant figurer comme espace traditionnel et stable dans l'intention de la mobiliser au service de son projet de régénération morale de la France. Par exemple, le philosophe réactionnaire, Jacques Chevalier, ministre de l'Instruction publique de décembre 1940 à février 1941, estimait que « *la vie dans la forêt est la plus saine qui soit, pour le corps et pour l'âme, et elle nous affranchit des artifices dont la vie en société a fait pour nous une nature qui a supplanté la nature* ». Selon Chevalier, la France « *éternelle* » réside dans les forêts. « *Ainsi, la forêt, vivant symbole de la tradition, perpétue l'histoire ; la vieille France s'y est conservée mieux que partout ailleurs ; le présent s'y lie sans effort au passé. Dans le silence et la profondeur de la forêt, lentement, continûment, les siècles s'ajoutent aux siècles, de même que, chaque année, au printemps, l'aubier de ses chênes soude une couche nouvelle à celles des printemps et des automnes disparus* ». Pour Chevalier, l'arbre représente le lien entre le passé et le présent de la France et agit comme garant des traditions françaises ⁽⁴⁶⁾.

Conformément à l'esprit ruraliste de Vichy, les groupements forestiers s'efforcèrent d'intégrer la forêt à "la Révolution nationale". Au lendemain de la défaite, J. Jagerschmidt, secrétaire général du Comité des Forêts, affirme que « *la forêt a toujours été le refuge de ces vieux principes* » de « *Travail, Famille, Patrie* ». Selon Jagerschmidt : « *la forêt, symbole de la pérennité... dont le rythme évolutif dépasse de plusieurs longueurs la durée de la vie humaine, s'accorde parfaitement bien avec la notion de la famille, enchaînement des générations successives* ». Et c'est à la profondeur de la forêt qu'appartient « *le cœur* » du pays ⁽⁴⁷⁾.

On ignore si une telle éloquence exprimait de véritables convictions ou si elle visait surtout à flatter le nouveau régime. Quoi qu'il en soit, la politisation de la forêt est manifeste.

Dans la France de Vichy, le bûcheron est constitué comme figure patriotique œuvrant à la régénération de la nation. Roger Blais et Gérard Luzu, auteurs d'un guide de la « *rude école* » de la forêt, présentent le travail du forestier comme le retour à la terre le plus « *radical* » et comme « *partie intégrante d'ailleurs de la résurrection rurale* ». Blais et Luzu soulignent « *l'enrichissement physique et moral* » que le forestier puisait de la forêt « *contribuant à l'affirmation de la valeur et de l'autonomie personnelle dans le cadre des lois de la nature et de la vie d'équipe* ». Par opposition au confort qu'offrent la ville et la semaine de quarante heures, la vie en forêt est « *dure et saine* » et l'abattage « *une noble et saine occupation* ». Blais et Luzu exhortent également les professionnels de la forêt à « *se construire dans un esprit social et de hiérarchie vraie selon les principes posés par le chef de l'État* ». Leur vision de la vie en forêt s'accordait parfaitement avec l'affirmation propre aux principes de la Révolution nationale selon laquelle le dur labeur avait valeur rédemptrice et servait les intérêts de la nation ⁽⁴⁸⁾.

(46) Jacques Chevalier. — La forêt de Tronçais en Bourbonnais. — Paris : Éditions de la Chronique des Lettres françaises, 1940. — p. 2, 6. Ces réflexions de Chevalier sur les arbres et la tradition ne sont nullement étrangères à l'appropriation symbolique des arbres. Comme le suggère Douglas Davies, l'arbre est « *un être vivant, qui chevauche plusieurs générations. En tant que tel, il se présente comme marqueur historique et point de focalisation pour les événements sur le plan social* ». Douglas Davis. — The Evocative Symbolism of Trees. In : The Iconography of Landscape : Essays on the Symbolic Representation, Design, and Use of Past Environments / Denis E. Cosgrove, Stephen Daniels eds. — Cambridge : Cambridge University Press, 1988, p. 34. Voir aussi Stephan Daniels. — The Political Iconography of Woodland in Later Georgian England. In *ibid*.

(47) Jagerschmidt. — Le programme forestier, p. 1. La Révolution nationale consistait pour Vichy à transformer la France, en remplaçant la devise républicaine « *liberté, égalité, fraternité* » par « *travail, famille, patrie* ». Pour en savoir plus sur la Révolution nationale, voir Paxton. — Vichy France, spécialement pp. 357-383 ; Miranda Pollard. — Reign of Virtue : mobilizing Gender in Vichy France. — Chicago and London : University of Chicago Press, 1998 ; and Andrew Shennan. — Rethinking France : Plans for Renewal, 1940-1946. — Oxford : Oxford University Press, 1989.

(48) Blais et Luzu. — Métiers de la forêt, n° 5, pp. 56-58. Dans un article paru en 1943 dans la *Revue des Eaux et Forêts*, un auteur soutenait également que : « *la vie dans la nature est la meilleure école et les pionniers des camps de jeunesse l'ont bien compris* » ; Berthon. — De quelques réflexions sur le problème de la main-d'œuvre forestière, pp. 489-493.

Le travail forestier des Chantiers de jeunesse renferme lui aussi une dimension idéologique puisqu'il est supposé assurer la régénération morale et physique des jeunes hommes. Les dirigeants des chantiers considéraient la forêt comme un lieu sûr et sain, éloigné de l'immoralité et de la décadence supposées de la société. Dès le départ, ils ont cherché à éloigner leurs recrues de « *l'influence néfaste de la ville* » en les faisant bivouaquer « *en pleine nature au milieu des bois, à l'abri de toute cause de trouble ou d'agitation* ⁽⁴⁹⁾ ». À leurs yeux, la forêt recelait d'importantes leçons pour ces jeunes hommes, comme pour le reste de la société. À Tronçais, le Groupement n° 1 des chantiers dédia un arbre à son fondateur, le commissaire Furioux. À l'occasion de l'allocution qu'il prononça pendant la cérémonie, l'inspecteur des Forêts Desjeux déclare à Furioux : « *c'est avec la leçon vivante de la Forêt, exemple de tradition, de pérennité et de grandeur que vous avez voulu marquer tous ceux qui eurent l'honneur de servir sous vos ordres* ». Dans la même veine, le conservateur Pascaud profita de son intervention pour distinguer la démonstration exemplaire de « *solidarité* » que présente la forêt. Le chêne qui domine sereinement les arbres qui l'entourent, les protégeant afin qu'ils puissent grandir et partager « *cette lumière où il baigne* ⁽⁵⁰⁾ ». S'adressant aux chantiers, Pascaud continue : « *Cette solidarité de tous les végétaux n'est-elle pas l'image de la meilleure des sociétés où le chef doit dominer en se sentant lui-même entouré, étayé, aidé dans sa prééminence ? Que cet entourage lui fasse défaut, et il succombera, quelle que soit sa valeur. Rappelons-nous cet exemple à un moment où toutes les divisions nous guettent* ⁽⁵¹⁾ ». Il y eut, toutefois, un hiatus entre la faconde du régime et la réalité de la vie forestière. Les dirigeants des chantiers étaient conscients de l'indifférence, voire de l'hostilité, de leurs recrues vis-à-vis de leur nouveau rôle de bûcherons. Un résumé datant de 1943 reconnaît que la « *compétition au rendement* » et la « *mentalité d'explorateurs partis à la découverte de terres nouvelles* » des Chantiers se sont dissipées et les hommes ne reconnaissent plus « *l'utilité de leur travail* ». La direction elle-même convient que le travail en forêt « *intéressant dans les premiers jours, devient rapidement monotone, fastidieux. Ils se rendent de mauvais cœur à la coupe. L'ennui est la caractéristique dominante* ⁽⁵²⁾ ». Il semblerait donc que pour ceux qui y étaient contraints le bûcheronnage ne présentait guère d'attrait.

Toutefois, l'image du grand chêne protecteur à la tête de ses fidèles connut un large succès. Dans le récit illustré d'Yvonne Estienne, *La belle histoire d'un chêne* (1943), elle compare la France à une forêt qui vient d'être frappée par une violente tempête. Pendant la tempête, le vent fait ployer dangereusement les arbres pendant que les oiseaux et les animaux épouvantés s'empres- sent de trouver un refuge ; « *Toute la forêt est malheureuse. Elle cherche du secours* ». C'est le chef de la forêt qui vient à son secours, « *un grand arbre solide bien droit* » qui ne craignait rien et protégeait ses ouailles. Au cas où l'allusion puisse échapper au lecteur, Estienne retrace dans l'histoire les événements récents, faisant remarquer comment, pendant la guerre et la défaite, les Français avaient fui l'ennemi et les bombes « *comme les petits lapins du bois* ». Mais, heureusement pour la France, il y a de l'espoir : « *Il existait aussi dans la forêt de France — car les hommes ressemblent aux arbres — un grand beau chêne, déjà vieux mais si vaillant qu'il se dressa pour protéger tout le monde. Et le grand beau chêne s'appelait le Maréchal Pétain* ». Serviable, le chêne Pétain explique ensuite minutieusement en quoi la forêt s'était trompée et comment elle devait se réformer ⁽⁵³⁾.

(49) CHAN AJ 39 166 "Allocution prononcée devant chacun des Groupements (18^e Région) de la Jeunesse française (du 1^{er} et 11^e août) — 30 à 35 Groupements — 16 000 hommes" [n.d.] ; CHAN AJ 39 177, Général de la Porte du Theil "Les chantiers de la Jeunesse" [ministre de l'Information, (n.d.)], p. 6.

(50) Chantiers de la Jeunesse, Groupement n° 1, "Inauguration en forêt domaniale de Tronçais du Chêne dédié au commissaire Furioux, fondateur du groupement n° 1", 22 novembre 1943.

(51) *Ibid.*

(52) CHAN AJ 39 56, Prescriptions et directives du Commissaire général. — *Bulletin périodique officiel des Chantiers de Jeunesse*, n° 129, 1^{er} juin 1943, p. 529.

(53) Yvonne Estienne, illustré par M. de Montfalcon. — *La belle histoire d'un chêne*. — Grenoble : Éditions de la revue *Les Alpes*, 1943.

L'appropriation idéologique de la forêt a sans doute atteint son point culminant à Tronçais, où, à l'initiative de Chevalier, un chêne fut nommé en l'honneur de Pétain. Tout comme les qualités prétendument exceptionnelles de Pétain, le chêne choisi se démarquait des autres. Pendant la cérémonie, Pétain découvrit une plaque gravée des mots « Chêne Maréchal Pétain » et apposa à l'aide d'un marteau de l'administration des Forêts trois empreintes sur le tronc de l'arbre.

Photo 2
Pétain et son Chêne en forêt de Tronçais.

Copyright : KEYSTONE France

Dans un registre, on peut interpréter cette manifestation comme une expression du culte de la personnalité créé autour de Pétain, qui dans son discours reconnaît qu'il espère pouvoir « *rester aussi droit que ce chêne pour pouvoir me consacrer au service du pays* ». La cérémonie évoquait aussi le fait que Pétain, tout comme le chêne portant son nom, représentait le dernier d'une lignée menacée d'hommes droits et forts, voués à la France.

Comme le fit remarquer Chevalier au cours de

la cérémonie : « *Comment douter d'un pays qui produit de tels arbres et de tels hommes ?* ⁽⁵⁴⁾ ». Mais, au-delà de la construction du culte de la personnalité de Pétain, il n'est pas fantaisiste de considérer le marquage de cet arbre comme un dispositif performatif destiné à renforcer l'importance de la forêt et la prétention de l'État à la régir. La cérémonie a également servi à rappeler le rôle historique de la forêt, "salvatrice" de la France. Au cours de la cérémonie, Chevalier rappela au public que cette ancienne forêt fournissait déjà du bois de marine en 1793 et du bois d'œuvre à l'armée en 1917 ⁽⁵⁵⁾.

De plus, par cette cérémonie, on veut faire accroire que la forêt de Tronçais, qui avait été replantée par l'État à la fin du XVII^e siècle, constitue la preuve matérielle de la capacité de la France à se reconstruire sous la conduite de Vichy. Caziot exhorte à ce qu'on fasse preuve d'une détermination égale à celle des forestiers qui avaient replanté Tronçais : « *L'état de la Forêt de Tronçais en 1670 n'est-ce pas l'image de la France aujourd'hui, de la France ravagée, démolie*

(54) Chevalier. — La forêt de Tronçais. — p. 155. Le Chêne Pétain mesurait 35 mètres de haut et pas loin de 3 mètres de diamètre ; il avait 260 ans et arborait une belle frondaison.

Inspecteur forestier Dubois de la Sablonnière. — Le maréchal Pétain en forêt de Tronçais. — *Revue des Eaux et Forêts*, 79, février 1941, pp. 126-127.

(55) Chevalier. — La forêt de Tronçais. — p. 154.

moralement par plus d'un demi-siècle d'affreuse démagogie. La guerre y a encore ajouté ses désastres. Il faut aujourd'hui tout refaire, moralement et matériellement. C'est une tâche effrayante et qui demande de longs et patients efforts tant le mal est profond. Mais le fond est resté sain et solide et permet tous les espoirs... sur ce fond solide qu'est le fond français, nous pouvons, à l'image de Tronçais, refaire une France vigoureuse et saine. Le chêne qui porte [le] nom [de Pétain] doit être pour tous un enseignement et un symbole⁽⁵⁶⁾». Dans cette allocution, Caziot compare la Troisième République à la forêt saccagée d'avant 1670, laissant entendre que tout n'était pas perdu car la nature intrinsèque de la forêt (à l'instar de celle de la France) était restée intacte. On cherche également à évoquer que « l'essence même » de la forêt et de la France se trouverait cachée sous la surface de la démocratie et de la modernité, attendant d'être retrouvée et rétablie.

Cette hypothèse correspond à l'analyse de Herman Lebovics concernant la construction par la droite de la « Véritable France », un « discours qui emploie le langage essentialiste et déterministe d'une authenticité perdue, cachée qui, une fois mise à découvert, engendrerait une identité nationale unique et immuable »⁽⁵⁷⁾. Il ne faut pas penser pour autant que la symbolique politique de la forêt soit toujours réactionnaire ; avant l'appropriation par Vichy du chêne, ce même arbre avait déjà fait l'objet de diverses manœuvres. Il est paradoxal, compte tenu de l'hostilité de Vichy vis-à-vis de la République française, de constater que, pendant les années qui ont suivi la Révolution française, les chênes furent constitués en « Arbres de la Liberté » et que, tout comme Vichy, les gouvernements révolutionnaires aient élevé le chêne au statut d'« arbre phare », qui commande « et abrite » les arbres voisins⁽⁵⁸⁾. De surcroît, les groupements de résistants français allaient occuper l'espace physique et symbolique de la forêt, reprendre celle-ci à Vichy et la transformer en lieu de résistance.

LA RECONQUÊTE DE LA FORÊT PAR LA RÉSISTANCE

Alors que l'Occupation perdurait, les combattants de la Résistance prirent conscience de la forêt comme lieu de refuge et de base d'où pouvait être organisée l'opposition au régime de Vichy et à l'occupant. Paradoxalement, l'économie de guerre et les tentatives de Vichy visant à accroître la production forestière favorisèrent la résistance puisque la multiplication des camps apportait une excellente couverture⁽⁵⁹⁾. Il y a eu par conséquent une réelle présence physique de la résistance dans les forêts puisque ces campements offraient abri et travail aux jeunes hommes qui voulaient échapper au service du travail obligatoire en Allemagne, ainsi qu'aux réfugiés venus d'autres pays, les Juifs fuyant la déportation, et d'autres maquisards potentiels. Un exemple important fut le campement forestier de Pélanq, dans le Var. Malgré les tensions entre les chefs de camps et l'administration des forêts (qui gérait le chantier), Pélanq fut considéré par un inspecteur des forêts comme « une exceptionnelle réussite tant au point de vue humain qu'au

(56) Visite de la forêt domaniale de Tronçais par le chef de l'État, pp. 59-60. Georges Merlin, un sylviculteur privé, prétendait lui aussi que la dégradation des forêts apportait la preuve du déclin plus large de la France sous la Troisième République. Après des années d'abandon, les montagnes françaises qui furent autrefois recouvertes d'arbres étaient maintenant « tailladées, ravagées, minées par les eaux », ne laissant apparaître que « du rocher ». Selon Merlin, ces montagnes étaient les « témoins muets, mais combien expressifs, combien accusateurs, combien accablants pour un régime !... preuves formelles et sans cesse présentes, de ses défaillances, de son impuissance ». Georges Merlin. — Problème du jour : croisade pour le reboisement. — *Le Bois national*, 5 septembre 1941, pp. 273-274.

(57) Herman Lebovics. — *True France : The Wars over cultural identity, 1900-1945*. — Ithaca and London : Cornell University Press, 1992. — p. 9.

(58) Andrée Corvol. — The transformation of a Political Symbol : Tree Festivals in France from the Eighteenth to the Twentieth Centuries. — *French History*, 4, 1990, pp. 463-465.

(59) Kedward. — In search of the Maquis. — pp. 13-16.

point de vue forestier ». Car, bien que les *Pélanquois* ne se soient jamais battus en tant qu'unité, tous à l'exception d'un ont survécu à l'Occupation ⁽⁶⁰⁾.

Ailleurs, dans le massif du Vercors, les chantiers de bûcheronnage et de carbonisation du bois offraient une couverture à ceux qui s'efforçaient de garder un profil bas. Comme le note Philippe Hanus, beaucoup de ces clandestins sont entrés « *en dissidence* » et ont par la suite participé au mouvement de la résistance ⁽⁶¹⁾. Par exemple, le camp forestier de la ferme d'Ambel sur le versant ouest du massif était une opération d'envergure pouvant employer jusqu'à 150 hommes, dont de nombreux réfugiés polonais et juifs ⁽⁶²⁾. Ce n'est pas parce que ces nouveaux travailleurs vivaient hors la loi que les règles de la forêt furent nécessairement méconnues. Au camp de maquisards de Gêves dans le Vercors, il semblerait que les coupes furent effectuées conformément aux préconisations des gardes forestiers qui choisissaient les arbres à abattre dans un souci de maintien de « *l'équilibre* » de la forêt ⁽⁶³⁾. D'autres moyens furent utilisés par les résistants pour contester l'autorité de Vichy sur la forêt. À Tronçais, par exemple, en février 1943 un résistant aurait grimpé dans le chêne portant le nom de Pétain et remplacé la plaque qui arborait son nom par le libellé suivant :

Chêne Gabriel Péri
Patriote français
fusillé par les nazis ⁽⁶⁴⁾.

De ce fait, le chêne Pétain est désormais connu sous le nom de « chêne de la Résistance » ⁽⁶⁵⁾.

Ces exemples de Pélanq et du Vercors illustrent comment le personnage du bûcheron a pu être intégré à la mythologie de la Résistance et subvertir la politisation vichyste de celui-ci. Il y eut toutefois des similarités dans l'approche des résistants et celle de la propagande pétainiste vis-à-vis de la vie en forêt. De part et d'autre, on considérait la vie de bûcheron comme très dure. D'après l'un de ses fondateurs, la vie quotidienne à Pélanq était très difficile. Il y avait pénurie d'eau et de nourriture et on déplorait des « *blessures nombreuses* ». Par conséquent, l'héroïsme et la force morale se manifestaient au camp moins à travers l'action d'une unité de résistance que par « *les mains en sang de nos bûcherons inexpérimentés* ». Un autre fondateur du camp de Pélanq s'exprime de manière plus positive en vantant le caractère noble du bûcheron et son labeur « *dur mais pur* » qui n'est pas sans rappeler la faconde vichyste ⁽⁶⁶⁾.

Tout comme Vichy, un certain nombre de résistants reconnaissent à la vie en forêt une valeur pédagogique. Par exemple, le lieutenant Stephen, bûcheron chevronné et résistant à Ambel, pensait que « *la rude vie en forêt* » pouvait servir efficacement à préparer le combat contre l'occupant ⁽⁶⁷⁾. Certains résistants partageaient avec Vichy l'idée que le travail en forêt établissait un lien avec « l'authenticité ». Par exemple, un jeune maquisard à Ambel explique à Stephen pourquoi

(60) En italiques dans l'original ; cité dans ADV 1 J240 "Le Pélanq selon Bénédite". 23 novembre 1983. Concernant l'histoire du campement, voir aussi ADV 1 J240 "Le Pélanq selon Taillefer", mai 1983 ; et Jean-Marie Guillon. — La Résistance dans le Var : essai d'histoire politique. — Aix-en-Provence, 1989. — partie 3, chapitre 2, pp. 5-6 (Doctorat d'État).

(61) Philippe Hanus. — Je suis né charbonnier dans le Vercors : petite histoire des hommes dans la forêt. — Lans-en-Vercors : CPIE Vercors, 2000. — pp. 122-123.

(62) Paradoxalement, une compagnie allemande s'empara de l'exploitation à Ambel en février 1944, de sorte que la production de bois par les maquisards alimenta la machine de guerre des Allemands. Voir *ibid.*, pp. 123-124. Voir également Lieutenant Stephen. — Vercors : premier maquis de France. — Valence : Imprimerie Nouvelle, 1991. — pp. 26, 86-87.

(63) Philippe Hanus. — Je suis né charbonnier dans le Vercors. — p. 124.

(64) Roger Chassaingt. — La vie en forêt de Tronçais de juin 1940 à octobre 1944. — Nice : publié par l'auteur. — p. 102. Chassaingt dément les rapports selon lesquels les résistants auraient ouvert le feu sur le chêne Pétain.

(65) La forêt de Tronçais. Site internet de l'Office national des Forêts : <http://www.onf.fr/foret/dossier/troncais/3.p1.htm>, consulté le 10 novembre 2005.

(66) "Le Pélanq selon Bénédite", pp. 13-14, 35. Pour une plus ample étude des liens idéologiques entre Vichy et la Résistance, voir Christopher Flood. — Pétain and de Gaulle : making the Meanings of Occupation. In : France at War in the Twentieth Century : Propaganda, Myth, and Metaphor / Valerie Holman et Debra Kelly éditeurs. — New-York : Berghahn, 2000, pp. 88-110 ; Dominique Veillon. — The Resistance and Vichy. In : France at War : Vichy and the Historians / S. Fishman et al. éditeurs. — Oxford : Berg, 2000. — pp. 161-177.

(67) Stephan, Vercors, p. 26.

Photo 3
Mémorial de la Résistance.
Le Bessillon (Var)

Photo Chris PEARSON

il avait été si fortement attiré par la vie de bûcheron : « *On soit mieux en contact avec des réalités certaines. Savoir exactement ce qu'on a devant soi, se battre avec des difficultés exigeantes, mais qui ne trichent pas ; mesurer chaque jour sa victoire sur une matière belle et noble, avoir le sentiment que cet adversaire, avec lequel vous allez vous mesurer, vous attendait là depuis un siècle peut-être, et que la nature l'a nourri de toutes ses sèves, de la pluie, du vent, du soleil, pour qu'il soit là devant vous et que vous en triomphiez ... Est-ce que ce n'est pas beau ?*⁽⁶⁸⁾ ».

Mais, malgré les ressemblances avec la vision de Vichy et l'appropriation symbolique du bûcheron par la résistance, leurs objectifs étaient diamétralement opposés. D'un côté, on cherchait à renforcer le régime ; de l'autre à le renverser.

De nombreux forestiers ont assisté à la cérémonie où fut nommé le chêne Pétain au mois de novembre 1940 mais, avec le passage des années, de plus en plus de forestiers se sont tournés vers la Résistance. Bien qu'il soit difficile d'évaluer l'étendue de cette activité de résistance, nous trouvons un certain nombre d'indications. Le numéro de la *Revue des Eaux et Forêts* du mois de mai 1945 dénombre cinq forestiers (ayant le grade d'inspecteur ou d'inspecteur adjoint) abattus par « l'ennemi » entre l'Armistice et la Libération. Sans que cela soit confirmé, on peut imaginer que nombre d'entre eux doivent leur mort à leur activité de résistant. On trouve dans plusieurs numéros ultérieurs de cette revue plusieurs nécrologies en l'honneur de forestiers « *morts pour la France* », et l'hommage rendu par le lieutenant-colonel Daviron au « *soutien le plus précieux* » apporté par les forestiers à la Résistance, en proposant notamment « *camouflage des cadres militaires et de réfractaires, installation de camps, fournitures de moyens de transport et de matériel* »⁽⁶⁹⁾.

Au niveau local, un rapport datant de 1948 sur la résistance et les forestiers dans le département des Hautes-Alpes relate que « *la quasi-totalité des préposés forestiers a apporté son aide aux orga-*

(68) Cité in *ibid.*, p. 27.

(69) Chronique forestière. — *Revue des Eaux et Forêts*, 83, mai 1945, p. 294. Chronique forestière. Nécrologie : Morts pour la France. — *Revue des Eaux et Forêts*, 83, mai 1945, pp. 419-422.

nismes de la Résistance », en servant de guides de montagne, agents de liaison et organisateurs de campements. De plus, les locaux des forestiers servaient de quartier-général et de bases ; six forestiers au moins dans ce département ont porté des armes contre les troupes allemandes ⁽⁷⁰⁾.

La transformation de la forêt en site de résistance n'était pas sans précédent. Comme l'affirme Robert Pogue Harrison, dès le Moyen Âge les forêts européennes ont servi d'abri à des « marginaux » de toutes sortes ⁽⁷¹⁾. De même, Philippe Barrier affirme que l'histoire des hors-la-loi et des résistants (avant la Deuxième Guerre mondiale) montre que la forêt est « *non seulement base d'une contre-société, mais en période trouble, lieu d'un véritable contre-pouvoir* » ⁽⁷²⁾. En particulier, Peter Sahlins démontre comment, dans la France du XIX^e siècle, des paysans en Ariège ont transformé la forêt en lieu de révolte contre l'État et les intérêts capitalistes. La guerre des Demoiselles fut un autre exemple de la façon dont la forêt devient un « *lieu de révolte et de subversion par les éléments étrangers et opposés à l'ordre social structuré, hiérarchique* » ⁽⁷³⁾.

Il est difficile d'établir des liens de cause à effet entre ces différentes histoires de la Résistance mais il est clair que les résistants ruraux ont ajouté un nouveau chapitre au caractère subversif de la forêt. La participation des fonctionnaires des Eaux et Forêts à l'activité de résistance constitue d'ailleurs un aspect nouveau de cette histoire. Les précédentes rébellions, comme la guerre des Demoiselles, étaient souvent dirigées contre l'administration des forêts, alors que, pendant la Deuxième Guerre mondiale, les forestiers ont utilisé leur position d'agents de l'État contre ce dernier à des fins subversives et contre l'occupant. Et, au-delà de cette activité de résistance "classique", les forestiers des Eaux et Forêts se sont également opposés aux actions des troupes italiennes et allemandes qu'ils considéraient comme pouvant être dommageables à leur politique d'aménagement de la forêt.

L'OCCUPATION DES FORÊTS

Les armées d'occupation et les forestiers avaient deux conceptions différentes de la forêt. Pour les premiers, il s'agissait d'un lieu où effectuer des manœuvres, s'approprier du bois de chauffage ; alors que, pour les derniers, la forêt constituait un espace qu'il fallait maîtriser et régler. Ces visions divergentes se sont affrontées à maintes occasions entre 1940 et 1944. Tout d'abord, l'établissement de zones d'exclusion militaires constituait un sérieux obstacle à la gestion de la forêt par les forestiers, en limitant le mouvement des équipes de surveillance contre les incendies de forêt, rendant difficile, voire impossible, la lutte contre le feu ⁽⁷⁴⁾. Il arrivait parfois que les soldats des troupes d'occupation prêtent main forte pour éteindre les incendies, mais le plus souvent ils représentaient une gêne pour la lutte contre les feux de forêts et entravaient le travail de police de la forêt tendant à faire respecter les règlements ⁽⁷⁵⁾.

(70) Archives départementales des Hautes-Alpes (ci-après ADHA) 1042 W 3, M. Cusin, inspecteur forestier Gap-Est, "Rapport : documentation pour l'Histoire de la Guerre", 10 juin 1948. Ce rapport émanait des Eaux et Forêts et doit par conséquent être traité avec circonspection, bien qu'il existe d'autres éléments concernant la zone de Briançon qui attestent que les forestiers ont appuyé l'action de la résistance. Voir ADHA 1042 W 3, [illisible] adjoint-délégué du maire de Briançon, "Documentation pour l'Histoire de la Guerre", 7 juin 1948.

(71) Harrison. — *Forests : The Shadow of Civilization*. — p. 61.

(72) Philippe Barrier. — *Forêt légendaire : contes, légendes, coutumes, anecdotes sur les forêts de France*. — Évreux : Christian de Bartillat, 1991. — p. 164.

(73) Sahlins. — *Forest Rites*. — pp. 29-30.

(74) Voir ADAM 521 W 57, Lieutenant Lafforgue, chef du Service de Lutte contre les Feux de Forêt, au Commandant Chaudière, "Renseignements sur l'organisation des dispositions de protection contre les incendies de forêts" [n.d.] ; ADAM 521 W 57, président de la Délégation spéciale de Castellar au préfet des Alpes-Maritimes, "Objet : Incendie du 3 août 1943" ; maire de Lucéram au préfet des Alpes-Maritimes, "Objet : Incendie du 3 août 1943", 6 août 1943.

(75) On a pu entendre un maire de village qui rendait hommage à "la belle attitude" d'un détachement de troupes italiennes, soulignant leur "motivation, calme, énergie et détermination". ADAM 521 W 57, maire de Turbie au préfet des Alpes-Maritimes, "Rapport sur un incendie qui s'est déclaré dans la région du Mont Bataille", 20 juillet 1943.

Les forestiers craignaient également que, sans leur présence, les populations locales commettent d'incessantes infractions forestières. Par exemple, la frontière redessinée franco-italienne traversait la forêt communale de Saint-Étienne-de-Tinée et une forêt domaniale récemment replantée. Les forestiers craignaient d'être arrêtés si, par inadvertance, ils venaient à franchir la ligne mais soupçonnaient alors que « certains délinquants » parmi la population locale ne feraient pas preuve d'une « prudence semblable » et profiteraient au contraire du défaut de surveillance officielle pour couper des arbres et faire pâturer illégalement leurs animaux dans la forêt, compromettant ainsi les récentes plantations de reboisement et la lutte contre les glissements de terrain ⁽⁷⁶⁾.

Aux yeux des forestiers, les soldats des armées d'occupation au même titre que les paysans étaient des usagers indisciplinés de la forêt. L'abattage militaire motivé par des préoccupations à court terme se heurtait à la vision à long terme de l'aménagement ; c'est ainsi que les Eaux et Forêts ont cherché à exercer un certain contrôle sur les coupes destinées aux forces armées. Mais, pour ce faire, ils n'avaient que des moyens très limités. Comme le reconnaissait un inspecteur, l'administration forestière n'était pas en mesure d'empêcher aux troupes de faire des coupes sauvages, mais que les forestiers devaient au minimum « *veiller à ce que ces exploitations soient faites de la façon la moins dommageable pour la forêt, à ce que le matériel enlevé soit inventorié le plus exactement possible* » ⁽⁷⁷⁾.

Les unités militaires savaient parfois se montrer très opiniâtres, refusant de révéler leur identité aux forestiers qui s'opposaient à une coupe non autorisée, de sorte qu'il devenait très difficile, voire impossible, de régulariser et *a fortiori* d'exiger le paiement de la coupe ⁽⁷⁸⁾. De plus, un garde forestier seul ne pouvait faire le poids contre une unité de l'armée. Un inspecteur des forêts, visiblement bouleversé à la suite d'une rencontre avec une patrouille allemande et ses chiens, craignant un futur « accident ou incident », s'est refusé à patrouiller dans cette forêt-là par la suite ⁽⁷⁹⁾. L'un des seuls moyens possibles était de déposer plainte auprès des autorités militaires ou de soumettre un rapport. Dans les Alpes-Maritimes, il y eut de nombreux rapports déposés par les forestiers faisant état de coupes illicites faites par les soldats italiens. Par exemple, un rapport datant de novembre 1943 se plaignait de ce que les troupes italiennes coupent du bois en l'absence de « *tout contrôle* ». Par la suite, cette plainte fut reformulée à maintes occasions ; l'inspecteur à Draguignan décrit ces coupes comme « *absolument arbitraire[s] et irrégulière[s]* ». Si parfois les troupes coupaient du bois « *en suivant les règles de la sylviculture* », il semblerait que « *la richesse et [la] facilité d'exploitation* » aient le plus souvent dicté le choix du moment et du lieu où l'on prélevait du bois ⁽⁸⁰⁾. De plus, les incursions dans la forêt par les armées d'occupation inquiétaient énormément les populations locales. En juillet 1943, le conseil municipal de Saint-Sauveur craignait que les troupes italiennes n'aient l'intention de couper à blanc les forêts communales compromettant ainsi, selon ses termes, l'avenir économique du village et son « *ambiance forestière* » ⁽⁸¹⁾.

De plus, les soldats faisaient preuve d'imprévoyance. À une occasion, dans la forêt communale de Breuil-sur-Roya, les troupes italiennes furent si peu vigilantes qu'ils abîmèrent les jeunes plan-

(76) ADAM 521 W 6. M. Leroy, inspecteur-adjoint des forêts par intérim, Nice-Est, 19 juin 1943. Ces inquiétudes sont à interpréter à la lumière de la très ancienne conviction des forestiers selon laquelle les pratiques paysannes constituaient une menace pour les massifs forestiers. Voir Whited. — Peasant Politics in Modern France.

(77) ADAM 521 W 6, inspecteur forestier Nice-Ouest, "Note de service", 26 janvier 1943.

(78) Voir par exemple ADAM 521 W 6, M. Leroy, inspecteur-adjoint des forêts par intérim, Nice-Est, "Rapport", 24 juin 1943 ; et garde forestier Michel, Mougins, "Procès-verbal de constat n° 6", 5 août 1944.

(79) ADHA 1043 W 74, M. Allouard, inspecteur forestier, Briançon, "Rapport", 15 octobre 1943.

(80) ADAM 521 W 6, conservateur forestier, Nice, "Note de Service : Ravitaillement en bois de chauffage et de cuisine des troupes italiennes en opérations dans les Alpes-Maritimes", 18 novembre 1942 ; ADAM 521 W 6, inspecteur forestier, Draguignan à inspecteur forestier, Nice, 7 juillet 1943 ; ADHA 1043 W 74, M. Arnaud, inspecteur forestier, Embrun, "Rapport : occupation par les Italiens : coupes abusives", 4 septembre 1942 ; et conservateur forestier, Gap à inspecteur général forestier, 9 avril 1942.

(81) ADAM 521 W 6, maire de Saint-Sauveur, "Extrait du Registre des délibérations du Conseil municipal de la Commune de Saint-Sauveur, séance du 11 juillet 1943 : exploitation par l'autorité italienne de la forêt du Bois noir".

tations qui se trouvaient au bord du chemin d'exploitation pendant le transport du bois hors de la forêt ⁽⁸²⁾. Une telle négligence pouvait avoir de graves conséquences. Il arrivait que, lors de mouvements de troupes et de manœuvres militaires, des incendies se déclenchent ; on attribua souvent les feux de forêt à « *l'imprudence des troupes italiennes de passage* » ⁽⁸³⁾.

Le plus fâcheux de tout était sans doute que les troupes d'occupation sapaient le travail de reforestation fait précédemment par les forestiers. C'est ainsi que des troupes italiennes cantonnées au Mont Boron à Nice ont abîmé des forêts reboisées en y effectuant des coupes illicites et laissant évoluer librement leurs mules. Le ressentiment éprouvé par les forestiers est compréhensible car ils avaient, depuis 1860, soigneusement replanté le Mont Boron, qui était devenu « *une belle réussite de boisement par du pin d'Alep sur terrain très sec* ». Les troupes italiennes avaient ainsi détruit le résultat d'années d'investissement et de travail. Alors que les fonctionnaires des Eaux et Forêts savaient fort bien qu'ils ne pouvaient remettre en question la présence des troupes en tant que telle sur le Mont Boron, ils réclamèrent, dans le but de réconcilier « *les buts militaires avec l'intérêt de la forêt* », que les soldats viennent chercher conseil auprès d'eux avant d'intervenir sur la forêt ⁽⁸⁴⁾.

Pour les troupes d'occupation, la forêt représentait non seulement une source de matériaux mais également un enjeu stratégique. Sur le plan de la préservation de la forêt, ceci pouvait jouer dans les deux sens. D'une part, la forêt servait de cachette et les soldats tenaient particulièrement à ce qu'elle soit protégée le long des routes stratégiques. De l'autre, les impératifs militaires exigeaient parfois que l'on abatît les arbres. Il a été rapporté qu'à une occasion au moins les troupes italiennes abattirent des arbres afin de dresser « *des obstacles susceptibles d'empêcher l'atterrissage d'avions ennemis* » ⁽⁸⁵⁾. Plus gravement, à Trets dans les Bouches-du-Rhône, un incendie ravagea huit cents hectares de forêt en août 1943. Dans un premier temps, les autorités pensèrent que les forces allemandes avaient mis le feu pour déloger une unité de maquisards qui s'était regroupée dans la zone, mais un rapport datant de 1947 dénonce cette version et affirme qu'on avait mis le feu pour dégager des lignes de visée et permettre aux soldats allemands de surveiller les routes stratégiques de la zone. Le travail de restauration qu'allait engendrer par la suite cette intervention militaire coûta 12 millions de francs ⁽⁸⁶⁾.

Comme nous l'avons vu, les troupes d'occupation représentaient un véritable défi pour l'administration des forêts quant au maintien de son autorité sur la forêt française. Ayant déjà été contraints d'adapter leurs principes d'aménagement afin de suivre l'accélération subite de la demande en produits forestiers, les forestiers ont vu leur autorité se disloquer à mesure que les armées d'occupation resserraient leur étau sur le territoire français et sur ses ressources. Au rythme de l'avancée de l'occupation, la réglementation forestière se résumait de plus en plus à des mesures prises dans l'urgence destinées à limiter les dégâts. Des quantités énormes de bois ont échappé à l'administration forestière pour être vendues sur le marché noir ou détournées par les armées d'occupation. Les deux armées, allemande et italienne, s'emparèrent illégalement du bois soit en le coupant elles-mêmes, soit en se procurant du bois d'œuvre directement auprès des marchands français. Comme le reconnaît un conservateur des Eaux et Forêts en 1941, « *en*

(82) ADAM 521 W 6, M. Février, inspecteur forestier adjoint, Nice, "Rapport", 17 mars 1943.

(83) Concernant les Alpes-Maritimes, voir ADAM 521 W 52, "Bulletin de renseignements sur l'incendie constaté le 5 janvier 1944" ; ADAM 521 W 57, commissaire de police de Vallauris au préfet des Alpes-Maritimes, "Objet : feu de forêt", 5 juin 1943. Sur les Bouches-du-Rhône, ADBDR 73 W 33 n° 1805/2 "Confirmation messages téléphonés ce jour 9 juillet 1943 à 19 h". Pour le Var, voir ADV 1790 W 130, M. Millischer, inspecteur forestier, Draguignan, "Rapport trimestriel", 23 octobre 1942.

(84) ADAM 521 W 6, Joseph Ezojani et Roger Millo, "Procès-verbal de délit", 22 mars 1943 ; et M. Beaugerie, garde forestier général, Nice-Ouest, "Rapport : coupes et dommages causés par les troupes italiennes", 25 mars 1943.

(85) ADAM 521 W 5, inspecteur forestier par intérim, Nice-Ouest à M. Bensa, 20 avril 1943 ; ADAM 521 W 5, brigadier forestier Contes à inspecteur forestier, Nice-Ouest, 22 avril 1943 ; et ADAM 521 W 6, inspecteur forestier adjoint, Nice-Ouest au conservateur forestier, Nice, 6 juillet 1943.

(86) ADBDR 51 W 25, Service dommages assimilés, dossier CA 42.442 Ag, "Objet : Incendies de forêt du 19 au 23 août 1943", 2 juin 1947.

réalité, les quantités de bois achetés ou réquisitionnées par les Allemands sont très supérieures [que ne l'indiquent les archives de l'État] car les achats directs aux particuliers sont très fréquents ». Le 12 août 1942, le commandement militaire allemand donne des ordres visant à régulariser la situation mais sans effet, semble-t-il ⁽⁸⁷⁾.

En effet, l'armée allemande déroba des quantités énormes de bois ; du reste, elle continua à vouloir se procurer du bois français y compris postérieurement au débarquement de juin 1944 ⁽⁸⁸⁾. Au total, l'Allemagne a détourné plus de 26 millions de mètres cubes de bois de construction et d'industrie d'une valeur de plus de 8 milliards de francs (en francs 1938) ⁽⁸⁹⁾. Cette réquisition colossale a privé la société française de bois qui lui faisait cruellement défaut, contribuant largement à la surexploitation de la forêt française entre 1940 et 1944. Ces chiffres montrent que, comme dans d'autres domaines, la politique collaborationniste de Vichy vis-à-vis de l'Allemagne n'a apporté que très peu d'avantages à la France, surtout au fur et à mesure qu'avancait la guerre.

LES COMBATS EN FORÊT

En même temps qu'espace productif et politique, la forêt devint le lieu du combat militaire. Depuis au moins 1941, les collectivités locales en Provence avaient conscience des dangers que comportaient les bombardements des Alliés pour la forêt et l'agriculture. En période de sécheresse, ceux-ci présentaient « *un grave danger* » d'incendie dans les régions boisées et agricoles, inquiétude que partageait aussi le gouvernement de Vichy ⁽⁹⁰⁾. En 1942, le commandant de la gendarmerie des Bouches-du-Rhône a pu même avancer que les feux de forêt à répétition étaient peut-être le fait de certains éléments étrangers et anti-gouvernementaux : « *Il convient de ne pas rejeter a priori l'hypothèse d'actions concertées, exécutées sur ordre, dans le but de créer des difficultés au régime actuel. Aucun renseignement ne renforce des présomptions, mais comment croire à la passivité totale des extrémistes français, des mineurs polonais ou espagnols des charbonnages de Gardanne ou de Gréasque ; anciens miliciens, trop compromis pour tenter d'obtenir l'armistice de leur Gouvernement, ils ne sont sans doute pas étrangers à des tentatives de sabotage récemment commises dans les puits. L'incendie d'une forêt n'est-il pas plus facile à réaliser, en courant de moindres risques ?* » ⁽⁹¹⁾. En réalité, cette logique manquait d'intuition car pour les groupements de résistants, une fois adoptée la forêt comme refuge, il eût été absurde de vouloir délibérément détruire la végétation qui leur servait d'abri. Ce sont au contraire les Allemands qui ont utilisé le feu pour faire déguerpir les maquisards. Sur le Plateau de Canjuers en août 1944, des soldats allemands armés d'obus et de lance-flammes ont mis le feu à la végétation du plateau afin de chasser des unités de résistants. Un ancien maquisard témoigne de l'enfer qui en résulta : « *Je n'avais jamais vu un feu pareil. C'était l'enfer. Je suis certain qu'aucun insecte n'a pu survivre sur le Plan de Canjuers. Puis ce fut le tour des troupes d'assaut qui ont*

(87) CAC 19771461/41, M. Deslandres, conservateur des forêts, Amiens, au directeur général des forêts, "État d'avancement de la livraison du chauffage à l'armée d'occupation", 25 septembre 1941. Voir également secrétaire général du Comité central du GIF à Oberlandforstmeister Haussmann, chef du Service allemand des forêts, "Objet : Exploitations forestières par des Services allemands", 27 mai 1942. Concernant l'ordonnance, voir CAC 19771461/41, Comité central GIF aux conservateurs régionaux de forêt, contrôleurs généraux de la production forestière, présidents des conseils d'administration régionaux pour la Zone Nord, "Lettre circulaire, objet : Exploitations de bois sur pied et achats de bois abattus effectués par les Unités et Services allemands", 21 août 1943.

(88) CAC 19771461/41, Pour le Gouverneur militaire, chef de l'Administration militaire Haussmann au Comité central GIF, "Objet : Enquête sur l'acheminement de bois brut pour carburants solides et de bois de feu dans la région parisienne", 23 juillet 1944.

(89) Commission consultative. — Dommages subis par la France et l'Union française. — pp. 6, 72.

(90) ADAM 109 W 8, préfet des Alpes-Maritimes aux sous-préfet de Grasse et maires des Alpes-Maritimes, "Objet : Engins incendiaires utilisés par certains aéronautiques" [n.d.] ; et ADAM 109 W 8, ministre de la guerre aux préfets, "Objets : programme de défense passive", 17 avril 1941.

(91) ADBDR 76 W 33, Chef d'Escadron Grassy, commandant de la Compagnie de Gendarmerie des Bouches-du-Rhône, "Rapport sur les nombreux incendies allumés dans les forêts du Département depuis le début de juin 1942", 29 août 1942. Richard Tucker, dans son ouvrage "World Wars and the Globalization of Timber Cutting" (p. 122), suggère lui aussi que les réfugiés et les combattants de la Résistance mettaient le feu à la forêt afin de perturber les manœuvres des Allemands.

nettoyé chaque camp au lance-flammes. D'où nous étions, c'était un spectacle à la fois fascinant et tragique. Chacun d'entre nous imaginait ce qu'aurait été sa fin dans ce déluge de flammes⁽⁹²⁾».

En général, les unités régulières de l'armée avaient potentiellement les moyens de faire beaucoup plus de dégâts à l'environnement forestier que n'en avaient les résistants. Par exemple, les plans d'invasion des côtes de la Provence par les Alliés en août 1944 plaçaient les forêts directement dans la ligne de tir. Pendant les phases préparatoires en vue des débarquements, les stratégies des forces alliées étudièrent les forêts qui enserrant la côte méditerranéenne. D'après le Service topographique inter-armées, les forêts pouvaient offrir une couverture utile même si le plus souvent elles constituaient une entrave au déplacement rapide des troupes⁽⁹³⁾. De plus, les planificateurs alliés prenaient très au sérieux la menace que représentaient les incendies de forêt. D'après l'Amiral Georges Lemonier, ancien chef des forces navales françaises, il a été envisagé de mettre le feu aux forêts de Provence avant les débarquements afin d'éviter que les mouvements des troupes ne soient retardés par des incendies de forêt. Lemonier fut outré par cette idée et eut du mal « *de souscrire à l'avance à la destruction systématique de nos belles forêts de Provence* ». Heureusement pour Lemonier (et pour les forêts) le commandement allié a renoncé à ce projet et la forte averse qui tomba juste avant les débarquements eut pour conséquence de diminuer le risque d'incendie⁽⁹⁴⁾. Mais les forêts de Provence ne sortirent pas indemnes des débarquements. Certains arbres furent détruits par les bombardements de l'aviation et de la marine alliées et la forêt prit feu par endroits ; un rapport forestier concernant l'île de Port-Cros se plaint des « ravages » de la guerre dus au bombardement des fortifications qui mit le feu aux arbres voisins. La tactique défensive allemande fit également appel au feu. À Géménos dans les Bouches-du-Rhône, des soldats allemands qui battaient en retraite mirent le feu à la forêt communale qui était, semble-t-il, « *une des plus belles du département* ». Au total, d'après les rapports forestiers, au moins 2 789 hectares de forêts provençales furent partiellement ou entièrement détruites pendant l'invasion par les Alliés⁽⁹⁵⁾.

CONCLUSIONS

Au moment des combats en 1944, la forêt devint à la fois le théâtre et la victime du conflit militaire. La bataille en forêt l'emporta sur ses fonctions productive et idéologique se révélant totalement incompatible avec les principes de l'aménagement forestier. Nous avons démontré comment, pendant toutes les « années noires », les différentes factions en France ont lutté pour avoir la maîtrise de la forêt mais que leurs efforts furent finalement déjoués par la prépondérance des armées d'occupation. L'histoire de la forêt française pendant la guerre est donc extrê-

(92) Cité dans Christian Durand. — Les maquis de Provence. — Paris : Éditions France-Empire, 1974. — p. 215. Claude-Marie Vadrot soutient que l'armée allemande mettait le feu afin de faire déguerpir les unités de résistants et détruire leurs caches, comme par exemple en forêt de Fontainebleau, cf. *Guerres et Environnement : panorama des paysages et des écosystèmes bouleversés*. — Paris : Delachaux et Niestlé, 2005. — p. 219.

(93) National Archives, London, WO 252/198. Inter-Service Topographical Department. "France-Mediterranean Coast : Special Report on Coast, Beaches, and Exits from Toulon to the Franco-Italian Border Including Abridged Descriptions of the Small Ports of St. Tropez, St. Raphael, Cannes, Antibes, Villefranche, and Monaco", 18 mars 1943. Sur l'histoire des débarquements des Alliés, voir Arthur Layton Funk. — *Hidden Ally : The French Resistance, Special Operations, and the Landings in Southern France, 1944*. — New-York : Greenwood Press, 1992 ; Philippe Lamarque. — *Débarquement en Provence : 15 août 1944*. — Paris : Le Cherche-Midi, 2003.

(94) Amiral André-Georges Lemonier. — *Cap sur la Provence*. — Paris : Éditions France-Empire, 1955. — p. 82. Voir aussi Alfred Martin-Siegrfried. — *Le débarquement allié sur les côtes varoises*. — *Forêt méditerranéenne*, 2, décembre 1980, pp. 209-210 ; Alfred Martin-Siegrfried. — *Stratégie et environnement : le débarquement allié sur la côte varoise, août 1944 : un désastre évité de justesse*. — *La Cohorte*, 75, juillet 1982, pp. 21-24.

(95) ADAM 521 W 31, M. Loudes, "Rapport sur la forêt de Port Cros" [n.d.] ; ADBDR 51 W 69, M. Arboud, ingénieur des forêts principal, "Rapport : Commune de Géménos – Dommages de guerre, demande de transfert d'indemnités", 25 avril 1957 ; ADBDR 51 W 69, Étienne Olivier, "Procès-verbal de constat de rapport d'expertise", 4 décembre 1947. Les unités allemandes ont elles aussi utilisé le feu alors qu'elles battaient en retraite de la commune de Roquefort-la-Bédoule. Voir ADBDR 51 W 73, "Rapport d'enquêteur agricole, Dossier CA H1917Z, 5 décembre 1953". Le chiffre de 2 769 hectares est tiré d'une analyse des documents des Eaux et Forêts trouvés dans les Archives départementales des Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var.

mement plurielle. La forêt fut à la fois un espace productif, un espace idéologique, un lieu de combat et enfin, mais tout autant, un espace écologique. Ces usages et visions contrastés de la forêt se sont affrontés entre 1940 et 1944 et on a vu apparaître des tensions entre le critère de productivité et de pérennité de la forêt, entre les principes de gestion sylvicoles et les besoins immédiats des forces d'occupation, ainsi qu'entre Vichy et la Résistance. La forêt ne fut pas, par conséquent, l'espace sûr et dépolitisé construit par Vichy.

En définitive, le résultat de ces luttes pour accaparer le pouvoir et la maîtrise des ressources fut la dégradation écologique de la forêt. Selon l'administration des forêts, les dégradations occasionnées par "des actes de guerre" ont porté sur environ 30 millions de mètres cubes de bois brut destiné à la construction et à l'industrie sur une superficie de 400 000 hectares. De plus, les forestiers ont estimé que les bombardements, les coupes à blanc et les explosions de munitions avaient détruit ou rendu inexploitable environ 3 500 000 stères de bois de chauffage⁽⁹⁶⁾. Alors que, pendant les quatre années de la Première Guerre mondiale, environ 200 000 hectares de bois avaient été détruits dans le Nord et dans l'Est de la France, une surface plus importante a été concernée entre 1940 et 1944 et de manière beaucoup plus dispersée, les forêts les plus gravement touchées étant celles des Landes dans le Sud-Ouest⁽⁹⁷⁾. Même dans le Sud-Est, on constate une différence marquée dans les dégâts occasionnés par la guerre : les forêts des départements côtiers connurent des destructions beaucoup plus importantes que dans ceux de l'intérieur⁽⁹⁸⁾.

Les forestiers, tout comme le gouvernement de la République récemment rétablie, s'inquiétaient énormément des dégâts de la guerre ; c'est ainsi que furent approuvées des lois destinées à encourager le reboisement. En septembre 1946, une loi crée le Fonds forestier national (FFN) et ordonne le reboisement de 2 millions d'hectares sur vingt à trente ans. Bien que la problématique visée par le FFN remonte à des temps plus anciens, on peut penser que sa création fut le résultat direct de la guerre, non seulement en raison des dégâts considérables qu'elle avait occasionnés, mais aussi parce que celle-ci a été révélatrice de faiblesses de la production forestière française. Comme dans la France de Vichy, le reboisement sous le FFN fut rattaché au renouveau national. Le dispositif de l'après-guerre fut toutefois beaucoup plus réussi et, dès 1955, les forestiers fêtaient déjà le reboisement des 500 000 premiers hectares⁽⁹⁹⁾.

L'exemple du FFN montre comment la guerre a transformé en même temps l'écologie de la forêt, la façon de la percevoir et les politiques la visant. Car, bien que la Deuxième Guerre mondiale ne fût que le dernier chapitre en date d'une longue histoire d'anthropisation de la forêt française, la période entre 1940 et 1944 — un court instant dans la vie d'une forêt — a opéré de profondes transformations économiques, politiques, culturelles et écologiques dans la forêt fran-

(96) Commission consultative. — Dommages subis par la France, vol. 6, pp. 25, 44 ; Henry S. Kernan. — War's Toll of French Forests. — *American Forests*, 52, septembre 1945, p. 442.

(97) Henry S. Kernan. — War's Toll of French Forests. — p. 442 ; M. Bach. — Les forêts mitraillées en Lorraine. — *Revue forestière française*, vol. XXVII, 1975, pp. 217-222. Ces destructions sont décrites par les forestiers dans leurs rapports. Voir, par exemple, CAC 19880470/172. Pol Loppinet, conservateur forestier, Strasbourg, "Rapport", 28 juillet 1947. Inversement, les fonctionnaires, dans les forêts des départements de la Loire, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales et de Savoie, font état de très peu ou pas de dégâts. Voir, par exemple, CAC 19880470/172, M. Parlier, conservateur forestier, Chambéry, "Possibilité par volume des forêts françaises", 20 juin 1947. Le chiffre de 200 000 hectares pour la Première Guerre mondiale est tiré de Tamara L. Whited. — France. In : *Encyclopaedia of World Environmental History* / Shepard Krech III, J.R. Mc Neill, Carolyn Merchant. — 3 volumes. — New-York : Routledge, 2004. — volume 2, pp. 558-559.

(98) Il est intéressant de comparer, par exemple, la Drôme et l'Isère au Var. Voir CAC 19880470/172, M. Gobert, conservateur des Eaux et Forêts, Grenoble, "Possibilité par volume des forêts françaises : départements de l'Isère et de la Drôme", 23 juin 1947 ; CHAN F107103, l'ingénieur en chef du Génie rural à l'inspecteur général du Génie rural, "Évaluation provisoire des dommages agricoles causés par la guerre", 30 mars 1946.

(99) Pour de plus amples informations concernant le FFN, voir CAC 19880470/144. Recueil des lois, décrets, arrêtés et règlements financiers concernant le Fonds forestier national. — Paris : Maison rustique, [n.d.] ; ADAM 521 W 78, Jean de Vaissière. — Le reboisement de la France dans le cadre du plan de restauration agricole. — Toulouse : Imprimerie régionale, [n.d.] ; CAC 19880470/146. Réunion du Comité de Direction central du Fonds forestier national, "Note pour le Ministre de l'Agriculture : projet de manifestation à l'occasion de la mise en boisement par le FFN du 500 000^e hectare", 27 octobre 1955 ; Fonds forestier national : 25 ans de travaux. — Paris : Documentation française ; Ministère de l'Agriculture, 1972.

çaise. Son histoire nous incite dès lors à repenser le rôle de la guerre dans la formation du paysage et le rapport entre les natures humaine et non humaine pendant les périodes de conflit social ou militaire.

Chris PEARSON
Department of Historical Studies
School of Humanities
UNIVERSITY OF BRISTOL
11 Woodland Road
BRISTOL BS8 1TB (ROYAUME-UNI)
(chris.pearson@bristol.ac.uk)

La traduction de cet article a été réalisée par Mme Virginia POPPER.

L'ÂGE DU BOIS : LES FORÊTS FRANÇAISES PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE (Résumé)

À travers une étude de cas portant sur le Sud-Est de la France, cet article retrace l'histoire de la forêt française pendant la Deuxième Guerre mondiale. Pour le régime de Vichy, la forêt n'était pas seulement une source vitale de produits de substitution à une époque frappée par de graves pénuries ; elle fournissait également un habitat capable de symboliser les éléments de la vision réactionnaire du monde que prônait Vichy. Néanmoins, à partir de 1942, les mouvements de résistance ont commencé — dans les faits et dans l'imaginaire — à reprendre la forêt à Vichy, la transformant en espace de révolte et de subversion. L'autorité française sur la forêt était également contestée par les occupants allemand et italien, ce qui a eu pour effet de remettre en question la campagne de productivité de Vichy et de transformer les forêts en théâtres de conflits armés. L'auteur avance la thèse que la forêt fait partie intégrante de l'histoire de guerre de la France et entend par cet article contribuer à la fois à l'historiographie établie de la France de Vichy et à la littérature émergente dans le domaine des histoires environnementales de la guerre.

"THE AGE OF WOOD" : FUEL AND FIGHTING IN FRENCH FORESTS, 1940-1944 (Abstract)

Through a case study focusing on southeastern France, this article traces the history of French forests during World War II. For the Vichy regime the forest was not only a vital source of replacement products in a time of severe shortages, but also a habitat that could symbolize elements of Vichy's reactionary worldview. However, from late 1942 onward, resistance movements began physically and imaginatively to reclaim the forest from Vichy, turning it into a space of revolt and subversion. German and Italian occupation challenged French control of the forest, undermining Vichy's production drive, and turning forests into sites of armed conflict. By arguing that forests were an integral component of France's wartime history, this essay contributes to both the established historiography on Vichy France and the emerging literature on environmental histories of war.

CARTE 1 (ci-dessous)
LA FRANCE DIVISÉE 1940-1944
CARTE 2 (ci-contre)
LE SUD-EST DE LA FRANCE 1940-1944

Cartes créées par Drew ELLIS

Frontière de la zone italienne d'occupation
 (novembre 1942 - septembre 1943)

- 1 Zone libre
- 2 Zone occupée
- 3 Zone rattachée au Commandement allemand à Bruxelles
- 4 Zone interdite
- 5 Zone annexée
- 6 Zone côtière à partir d'octobre 1941
- 7 Forme de la zone italienne (juin 1940-novembre 1942)
- 8 Zone italienne (novembre 1942-septembre 1943)